



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

Santé et travail

« Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés »

Pages 6 et 7

n°203 - 11 juillet 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

BUDGET, ÉCOLOGIE, RETRAITES...



FRA NDE

**UN GOUVERNEMENT USÉ
À NOUS D'EN PROFITER!**

Derrière le limogeage de la ministre de l'Écologie Delphine Batho, Hollande met en garde toutes celles et ceux qui oseraient critiquer son orientation, celle du 100 % austérité. Mais malgré les rappels à l'ordre autoritaire, l'usure du pouvoir continue.

Delphine Batho n'avait même pas émis de doutes, comme l'ont fait d'autres auparavant, sur la politique d'austérité. Mais sa critique sur la baisse du budget du ministère de l'Écologie a suffi pour qu'elle soit limogée, au nom du principe de « *solidarité gouvernementale* ». Derrière ce limogeage, Hollande cherche désespérément à imposer son autorité, son orientation. Il provoque

volontairement une mini-crise politique pour obliger ministres et députés à se soumettre ou à se démettre. Et ceux d'Europe Écologie Les Verts ont donc, une nouvelle fois, choisis de se soumettre.

De la rigueur, encore et toujours...

Le budget de l'État pour l'année prochaine n'est pas seulement « mauvais » comme l'a dit

SUITE PAGE 2



SUITE DE LA PAGE 1

Delphine Batho, c'est une attaque sans précédent contre la majorité de la population. Côté dépenses, le gouvernement Ayrault-Hollande prévoit 14 milliards d'économies suivant ainsi les préconisations du dernier rapport de la Cour des comptes. Tous les ministères « non prioritaires » verront donc leurs crédits chuter, subissant ainsi un tour de vis supplémentaire. Le nombre de fonctionnaires va encore diminuer – au moins 3 200 postes supprimés – et, pour ceux qui restent, le salaire sera une nouvelle fois bloqué. Les collectivités locales verront leurs dotations diminuées. Leurs possibilités

d'intervention seront donc amputées, notamment les aides sociales, qui leur incombent depuis que l'État s'en est déchargé. Un coup de plus contre les plus pauvres qui subissent déjà de plein fouet les licenciements, le chômage, et la baisse de leur niveau de vie. Au total, les économies sur les ministères et les collectivités territoriales devraient s'élever à 9 milliards. Pour parvenir aux 14 milliards envisagés, il reste donc à en trouver cinq. Le gouvernement sait déjà où il va les puiser : dans les caisses des régimes sociaux, notamment de la Sécurité sociale, là encore sur le dos des classes populaires.

Ceux qui aboient... sont aux abois !

Le limogeage de la ministre de l'écologie par François Hollande n'a rien réglé sur le fond. Et la discussion budgétaire à l'automne pourrait aggraver la crise politique sous-jacente. Confronté à la désaffection de son électeurat (huit élections législatives partielles perdues depuis son arrivée au pouvoir) et aux critiques de son propre camp, François Hollande a donc choisi la manière forte pour imposer son orientation et faire taire les divergences, soupçonnées de nuire à sa politique. Momentanément évitée par le maintien de dociles Verts au gouvernement, la crise n'en est pas éteinte pour autant. Celle-ci couve depuis longtemps dans les rangs du gouvernement et de la majorité, et pourrait à nouveau rebondir. La contestation n'a cessé de grignoter ces derniers mois, elle s'est étendue à plusieurs courants du PS et à une partie



Manifestation contre le TSCG le 30 septembre 2012. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE

des rangs des écologistes, jusqu'à se propager au sein même du gouvernement. Tout cela est le reflet déformé d'une colère réelle chez la majorité des salariéEs, des chômeurs, des jeunes, des immigréEs, qui, depuis un an, ne voient pas leur situation s'améliorer. Au contraire, il n'est plus rare d'entendre dire que « le changement », c'est sur le fond la continuité de Sarkozy, voire pire ! Tout comme les autres gouvernements européens englués dans la crise et l'austérité, Hollande et Ayrault subissent l'usure rapide de ceux qui font le sale boulot... et le font bien.

S'opposer, se mobiliser !

Dans un tel contexte, il y a urgence à faire reculer le gouvernement, en particulier sur la question des retraites qui sera le rendez-vous social et politique de la rentrée. Nous connaissons déjà les grandes lignes de cette nouvelle attaque : baisse drastique des pension, augmentation de la durée de cotisation. Le 10 septembre prochain, date de grève et de manifestations à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires, sera donc une date importante qu'il faut d'ores et déjà préparer.

Cette journée doit être la plus massive possible, mais ne sera pas suffisante pour faire reculer ce gouvernement. Ce sera aussi une nouvelle occasion de rappeler que ce ne sont pas les travailleurEs, les retraitéEs ou les chômeurEs qui sont responsables des crises et du déficit de l'État. Face à une telle politique, riposter à ce gouvernement fragilisé, et à ses mesures d'austérité, devient une urgence. Une opposition de gauche, vite !

Sandra Demarcq

Agenda



regards

Paru le samedi 6 juillet sur JOL Press

Gilbert Achcar : « La révolution égyptienne n'est pas près de s'achever »

Entretien. *Intellectuel militant originaire du Liban, Gilbert Achcar est enseignant à la School of Oriental and African Studies de Londres. Auteur du livre Le peuple veut - Une exploration radicale du soulèvement arabe¹, nous revenons avec lui sur le processus révolutionnaire qui secoue l'Égypte et dont les premières conséquences politiques sont nombreuses.*



Gilbert Achcar. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

La situation actuelle en Égypte peut-elle être comparée au scénario de l'avant Morsi, il y a plus d'un an, lorsque l'armée assurait une transition politique avant l'élection présidentielle ? Est-ce un retour en arrière pour les Égyptiens ?

En un sens, l'Égypte est plutôt revenue à la situation de février 2011, lorsque sur fond de mobilisation populaire contre Hosni Moubarak, l'armée est intervenue pour le déloger du pouvoir. Ce scénario se répète donc avec néanmoins une différence majeure. En février 2011, Hosni Moubarak avait le pouvoir et les Frères musulmans étaient dans la rue, tandis qu'aujourd'hui, les Frères musulmans étaient au pouvoir et, dans une large mesure, les partisans de l'ancien régime sont dans la rue.

Lors de cette première mobilisation populaire, des Égyptiens de tous horizons politiques, de l'extrême gauche jusqu'aux salafistes, s'étaient mobilisés dans un mouvement assez désuni dans le fond. Est-ce le cas aujourd'hui ?

Comme en janvier 2011, nous sommes face à un ensemble très hétérogène de forces politiques. En 2011, les manifestants se sont réunis autour de leur hostilité commune à Hosni Moubarak, et le mouvement était composé de Frères musulmans, de salafistes mais également de l'opposition de gauche et des libéraux. Aujourd'hui, dans la mobilisation populaire contre Morsi et dans le soutien à l'action de l'armée, on trouve également l'opposition de gauche,

les libéraux, et même des salafistes, avec des sympathisants de l'ancien régime de Moubarak.

Cette alliance n'est-elle donc que de circonstance ?

Elle pourra sans doute tenir sur le court terme. Les libéraux et la gauche misent sur une facilitation par les militaires de leur arrivée au pouvoir. Mais pourront-ils s'entendre après ? Sur le plan social, ils sont aux antipodes les uns des autres. Sur ce plan, les libéraux n'ont rien à reprocher à Mohamed Morsi – ils ne sont opposés qu'aux agissements politiques des Frères musulmans, comme le noyautage des institutions – tandis que la gauche lui reproche le fait de poursuivre les politiques socio-économiques d'inspiration néolibérale de l'ancien régime.

La situation semble donc bloquée. Que peut-il se passer désormais ?

Il y a certainement, en ce moment, des négociations en cours entre l'armée et les Frères musulmans, menées par les États-Unis avec l'entremise du Qatar. Ces négociations pourraient aboutir à une coalition très large de gouvernement. Les Frères musulmans sont un parti conservateur dominé par des membres de la classe moyenne, avec de nombreux capitalistes dans ses rangs. Il est difficile d'imaginer qu'ils cherchent la confrontation avec l'armée. Aujourd'hui, ils mobilisent plutôt dans l'optique d'une négociation, non pas pour revenir à la situation

d'avant le 30 juin, mais pour essayer de sauver leur honneur et obtenir un compromis acceptable dans la perspective des prochaines élections parlementaire et présidentielle.

Ils se lanceront alors dans ce processus électoral qui pourrait déboucher, au bout du compte, sur la mise en place d'un gouvernement de coalition. Mais tout cela se fait dans le cadre de différences politiques mal exprimées et confirme que ce qui a commencé en décembre 2010 est un processus révolutionnaire de longue durée qui pourra s'étaler sur plusieurs années. La stabilisation de l'Égypte ne se profile vraiment pas à l'horizon aujourd'hui.

Qu'en est-il des salafistes ? Quel rôle ont-ils joué dans cette mobilisation populaire ?

La plus grosse organisation salafiste, financée par les Saoudiens, a appuyé le coup d'État de l'armée. Ils reprochent aux Frères musulmans d'avoir eux-mêmes provoqué leur destitution.

Cette deuxième révolution égyptienne pourrait-elle être contagieuse et influencer certains pays voisins tels que la Tunisie, l'Arabie Saoudite ou encore Bahreïn ?

En Tunisie, la révolution est loin d'être achevée et le pays est en bouillonnement permanent depuis décembre 2010. Il y a quelques jours, un mouvement de jeunes s'est créé, à l'image du collectif *Tamarod* (« rébellion » en arabe), qui a été à l'origine de la mobilisation du 30 juin en Égypte.

En Tunisie comme ailleurs dans la région, nous ne sommes qu'au début d'un processus de longue durée. C'est pour cette raison que l'expression « Printemps arabe », qui évoque un épisode de quelques mois tout au plus, n'a jamais été appropriée. Tout comme la Révolution française, qui ne s'est pas faite en un jour, le processus révolutionnaire arabe s'étendra sur plusieurs années, voire plusieurs décennies. Nous en sommes à la troisième année d'ébullition révolutionnaire dans le monde arabe, et cette ébullition n'est pas prête de s'arrêter.

Pour ce qui est de l'Arabie Saoudite, c'est l'ultime bastion de la Réaction régionale. Le jour où les habitants du royaume se soulèveront contre la dynastie, le dernier maillon du système régional parrainé par Washington aura sauté. L'Arabie Saoudite, pays le plus intégriste, le plus antidémocratique, et le plus réactionnaire du monde, principal propagateur d'intégrisme islamique, bailleur de fonds des Frères musulmans hier et des mouvements salafistes aujourd'hui, est le principal allié arabe des États-Unis.

Ces derniers sont aujourd'hui au plus bas de leur influence dans la région. Ils risquent même de se trouver paralysés face à un soulèvement dans le royaume saoudien, dont ils ont été les protecteurs attitrés jusqu'à présent.

1- *Le Peuple veut - Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Sindbad, éditions Actes Sud, 2013, 24,80 euros

ÉGYPTE Quelles perspectives pour la révolution ?

Une révolution populaire a fait tomber un pouvoir islamiste. On ne mesure pas encore l'immense importance pour l'avenir qu'à, pour la première fois dans l'histoire, une participation de 30 à 40 % des adultes d'un pays à une révolution populaire qui renverse une dictature islamiste. Ce n'est pas seulement une dictature policière qui tombe, mais aussi une dictature dans les têtes, une police des mœurs et des esprits.

C'est ce qui explique l'engagement massif des femmes (et des enfants) dans cette deuxième révolution. On peut s'attendre à ce que ne soit qu'un début. Déjà, dans la révolution égyptienne de 1919, les femmes avaient joué un rôle mémorable, et, à partir de là, le mouvement féministe égyptien s'était trouvé un temps moteur du mouvement féministe mondial. Les femmes arabes, instigatrices d'un renouveau du féminisme mondial ?

Un impact international

Les Frères musulmans égyptiens sont la matrice d'où est sorti le mouvement islamiste mondial. Leur renversement par l'irruption du peuple sur la scène politique aura un impact sur l'équilibre géopolitique de toute la région. Les soubresauts violents en Égypte de l'énorme corps des Frères musulmans, en risque de dislocation, sont l'illustration de la profondeur de l'ébranlement. Quand, de la Turquie à la Tunisie, du Brésil à la Bosnie, les peuples cherchent les chemins de leur émancipation, le succès de la démocratie directe sur celle des bulletins de vote pourrait bien être contagieuse. Déjà naissent au Bahreïn et en Tunisie des tentatives de renouveler l'exploit de Tamarod. La dénonciation du coup d'État – en fait de la révolution – par les puissances occidentales illustre leur crainte.

Coup d'État militaire dans la révolution, risque de guerre civile

En février 2011, l'armée avait lâché Moubarak pour court-circuiter une grève générale. Le coup d'État militaire contre Morsi a eu le même but, non pas briser la révolution, mais l'empêcher d'aller jusqu'au bout en faisant elle-même tomber Morsi. Cela aurait ouvert un déferlement de revendications sociales s'attaquant aux possédants et donc à l'armée, le plus grand propriétaire d'Égypte. En juin 2012, dans une tentative de coup



Le Caire le 7 juillet 2013. WOSTOK PRESS/ROMAIN BEURRIER

d'État contre la révolution, l'armée avait dû reculer devant la mobilisation populaire parce qu'elle craignait la révolte de ses soldats. Maintenant, en plus de la révolution, elle doit affronter la rage de l'appareil menacé des frères Musulmans, ce qui la fragilise un peu plus. Dans l'affrontement à trois – peuple, armée, Frères musulmans – qui caractérise la situation, les éléments de guerre civile qu'initient les deux derniers pourraient être mortels pour le peuple s'il s'y laissait entraîner. Mais, ce n'est pas fait. Au vu de bien des réactions populaires, les rivalités sanglantes entre l'armée et les islamistes, tout en s'épuisant l'un l'autre, pourraient avoir un effet inattendu : dégoûter un peu plus le peuple de ses deux adversaires et favoriser ainsi sa marche vers son autonomie politique.

La marche vers l'auto-organisation et une troisième révolution ?

À la base des deux révolutions, la contestation sociale ne cesse pas en Égypte depuis plus de deux ans, avec une extension considérable des conflits sociaux depuis le début de l'année et des records historiques mondiaux de grèves et de protestations sociales. C'est cela qui fait le fond du succès de la campagne Tamarod et explique les millions d'Égyptiens dans les rues. Cette contestation sociale ne devrait guère attendre pour reprendre de plus belle. La faim n'a pas de patience. Mais pour le moment, c'est sa faiblesse, ce mouvement social n'a pas de représentation politique. En février et mars 2013 à Port Saïd,

Mahalla et Kafr el-Sheikh, les habitants avaient pris en main la police, l'éducation ou la vie municipale mais que symboliquement. Ces derniers jours, des « comités populaires » divers ont pris en main la campagne Tamarod, puis la sécurité des millions d'hommes en mouvement, la sonorisation, l'alimentation, la circulation, l'hygiène. Ils ont resurgi les 5 et 6 juillet lorsque les résidents de certains quartiers sont descendus dans les rues pour se protéger des violences des Frères musulmans, les désarmer et empêcher les affrontements. Ces comités franchiront-ils une nouvelle étape demain, en unifiant laïcs et religieux autour de la question sociale, et en se donnant ainsi une voix politique ? C'est la clef de la situation. Jacques Chastaing



Par JMB

DÉGUEULASSE !

Ça pue dans le Sud Est, du côté de Nice. Le 4 juillet, Jean-Marie Le Pen a été le premier à dégainer sa petite saloperie contre les Roms à l'occasion de la présentation de sa candidature. Il a annoncé l'invasion de la ville par les Roms en 2014 puisque la Roumanie sera membre à part entière de l'Europe à cette date ! Et de dénoncer la présence « urticante et odorante » des quelques familles Roms présentes dans l'agglomération niçoise. L'ancien ministre Estrosi, actuel député maire de Nice et candidat à sa réélection, ne pouvait en rester là. Il fallait qu'il démontre que lui c'est du sérieux, qu'au-delà des mots il peut passer aux actes. En télé et radio, il a donc développé son plan de bataille pour traquer les gens du voyage ou les Roms qui occupent des terrains illégalement, qu'il a qualifié de « délinquants ». Caméra vidéo, saisie des voitures, flicage de tous les déplacements, appel au maire à utiliser sa méthode. « J'en ai maté d'autres, je vous materai ». C'est bien un appel direct à se faire justice soi-même que le shérif niçois a lancé.

Ce n'est pas seulement une affaire locale de concurrence pour les prochaines municipales entre le FN et l'UMP. Cela fait suite à une série de dérapages racistes de divers élus UMP, à Marseille, à Royan, à Ris-Orangis, à Courcouronnes, le pire étant atteint par Didier Réault, conseiller général et élu municipal à Marseille, qui a appelé le 8 juin à jeter des cocktails molotov sur les campements Roms, comme cela s'était effectivement passé à Hellemmes dans le Nord deux jours avant...

Le discours de Sarkozy prononcé en juillet 2010 à Grenoble qui ciblait entre autres les Roms, mais aussi toute la politique mise en œuvre depuis son arrivée par Valls, ont largement contribué à stigmatiser les Roms ou les gens du voyage, à faire d'eux les boucs émissaires désignés. Ils sont les premiers responsables. Le PS peut dénoncer aujourd'hui les propos d'Estrosi ou de Le Pen, mais son ministre de l'Intérieur a à son actif des dizaines d'expulsions brutales, qui déstructurent les communautés Roms, déscolarisent les enfants, découragent l'activité des associations qui les accompagnent. Ces politiques ouvrent la possibilité pour la droite la plus réactionnaire et à l'extrême droite en particulier de « passer à l'acte » contre la fraction la plus fragile, la plus isolée socialement de la population. Abject !

SARKOZY ET L'UMP Comptes et règlements de comptes

Sarkozy a été contraint de revenir sur la scène politique à cause des difficultés financières de l'UMP suite à l'invalidation de ses comptes de campagne. Plus tôt qu'il ne l'aurait souhaité... mais au grand dam de ses rivaux.

Sarkozy, le retour ? La presse s'est longuement interrogée sur cette question ces jours derniers. Après sa défaite cinglante de 2012, Sarkozy avait juré qu'il se retirait de la politique. Mensonge bien évidemment, mais indispensable pour préparer son retour en vue de l'élection présidentielle de 2017.

La décision du Conseil constitutionnel qui a confirmé le 4 juillet dernier l'invalidation de ses comptes de campagne est venue contrarier son calendrier en plongeant l'UMP dans une grave crise financière. Non seulement Sarkozy avait dépensé pour sa campagne présidentielle, sur un budget total de 23 millions d'euros, 466 000 euros de plus que le plafond autorisé mais il avait cru pouvoir faire payer par l'État une partie de ses frais, engagés alors qu'il n'avait pas encore fait sa déclaration officielle de candidature. Sanction de cette fraude, Sarkozy a

été contraint de payer quelques centaines de milliers d'euros au Trésor public, et surtout, l'UMP, déjà endettée à hauteur de 40 millions d'euros, ne touchera pas les 11 millions d'euros qu'elle pouvait attendre du remboursement des frais de campagne.

La meilleure défense... c'est la victimisation

« Non seulement il a perdu, mais en plus, il laisse une UMP en charpie » aurait commenté selon les Echos un cadre de l'UMP. Un vrai fiasco que Sarkozy a tenté de retourner à son avantage en orchestrant une intervention qu'il ne pouvait pas ne pas faire de toute façon. Déclarations indignées de ses proches contre la décision du Conseil constitutionnel, « volonté d'asphyxier » Sarkozy pour Hortefeux, appel de Sarkozy lui-même au rassemblement pour sauver l'UMP,

« l'opposition et la démocratie », lancement d'une souscription exceptionnelle et, enfin, après avoir écarté la possibilité d'une interview à un journal télévisé de 20 heures, le choix de participer à un bureau politique de l'UMP ce lundi 8 juillet. C'est ainsi que l'appareil dirigeant de l'UMP s'est retrouvé au grand complet à l'appel de Sarkozy et aucun de ses « amis » n'a pu s'y dérober, pas même Fillon ou Juppé qui avaient évoqué l'un et l'autre la possibilité de ne pas s'y rendre.

Sarkozy a donc clairement et publiquement annoncé son retour sur la scène politique en lançant à ses comparses de l'UMP : « Le jour où je reprendrai la parole, ce sera pour parler aux Français de la France. Ce ne sera pas pour parler de moi, pas pour parler de nous. » Sa véritable rentrée en vue de la présidentielle de 2017, il est probable au vu des rapports de

forces qu'il la fera en posant au Bonaparte, le petit, combinant un populisme de droite extrême pour siphonner les voix du FN avec une profession de foi européenne. « La grille de lecture gauche contre droite est démodée », a-t-il dit lundi... au moment le FN vient de sortir une affiche « Ni droite ni gauche, Front national ».

Sarkozy compte sur l'approfondissement du discrédit de Hollande et du PS et sur l'aggravation de la crise, d'où il espère émerger en homme providentiel, démagogue aussi dangereux qu'une Marine Le Pen. Mais il n'est pas dit qu'il réussisse à s'imposer, comme il l'a fait lundi, à ses rivaux de l'UMP qui ont dû refréner leurs sentiments de dépit hostile et alors que vont s'enchaîner les enquêtes et procès des affaires Tapie, Bettencourt, Karachi, et autres magouilles de son mandat de Président des riches.

Galia Trepère

AFFAIRES

Le milliardaire, les notables et les voyous

Mercredi 3 juillet, le bureau du Sénat a refusé de lever l'immunité parlementaire de Serge Dassault, toujours rentier du sénat à 88 ans, et avionneur milliardaire. La demande était formulée par la justice dans le cadre de deux enquêtes sur une affaire d'achat de voix et sur deux tentatives d'homicide à Corbeil-Essonnes, dont la mairie est la propriété du milliardaire...

La levée de l'immunité a été rejetée par 10 voix, cinq sénateurs votant pour la levée et deux s'abstenant. Le bureau du Sénat a tiré en touche en ne se prononçant « ni sur le fond ni sur l'exactitude des faits », en faisant semblant de ne pas comprendre « les motifs évoqués ». La caste du Sénat veille sur les siens. Pourtant, il n'est pas bien difficile de connaître les dits motifs justifiant la demande de la levée de l'immunité parlementaire.

Les thunes et les urnes...

La semaine précédant cette décision, l'homme de main de Dassault, Jean-Pierre Bechter, actuel maire UMP de Corbeil-Essonnes suite à l'inéligibilité de son patron, a été placé en garde à vue, avec le directeur du service jeunesse et sports de la mairie, pour être entendus sur une tentative de meurtre perpétrée en février. Le 19 février, un boxeur amateur de 32 ans avait été grièvement blessé après avoir reçu trois balles de calibre 38, en plein centre-ville. Le tireur, un patron « ex-voyou », « figure locale » qui fut proche de M. Dassault, est actuellement en fuite. Trois semaines plus tôt, un autre habitant de la commune avait été victime d'une tentative d'homicide. Si le lien entre les achats de voix et ces tentatives de meurtre n'est pas prouvé, il est évident. La mairie est l'objet de pression, voire de chantage de ceux qu'elle a achetés et qui lui demandent des comptes ou les règlent...



Dassault et Valls le 10 septembre 2012 /DR

L'élection municipale de 2008, qui avait vu la réélection de Dassault, a été invalidée par le Conseil d'État en juin 2009, pour des dons d'argent, achats de voix auxquels Dassault procédait généreusement grâce à sa fortune estimée à 9,9 milliards d'euros. Déclaré inéligible pour un an, ce dernier avait délégué la tête de liste pour la municipale d'octobre 2009 à son bras droit, Jean-Pierre Bechter, élu grâce à la générosité de son patron qui continuait à user des mêmes méthodes. Le patron et son homme de main cherchent à nier l'évidence, leurs exécutants semblent jouer de l'intimidation physique et le Sénat protège donc le milliardaire...

Yvan Lemaître

TUNISIE Hollande en voyage d'affaires

Pour François Hollande, c'est la faute à pas de chance ! Jeudi et vendredi derniers, le président français a visité la Tunisie. Cette visite officielle devait avoir un certain retentissement. Elle comportait un discours de Hollande lors d'une séance extraordinaire de l'Assemblée nationale constituante (ANC), alors même que celle-ci est occupée depuis le 1^{er} juillet à débattre du projet de future Constitution de la Tunisie, débat crucial maintes fois reporté...

Mais l'attention de l'opinion française comme tunisienne s'est largement tournée vers l'Égypte, en raison des événements majeurs qui s'y déroulent depuis le 30 juin. Ce qui relativisait l'importance accordée au passage de François Hollande à Tunis.

En soutien au régime

La situation a contraint le président français à consacrer lui-même une partie de la conférence de presse du jeudi 4 juillet à l'Égypte, commettant d'ailleurs un lapsus en confondant un moment la Tunisie et l'Égypte. François Hollande a cependant tenté de tourner les choses dans un sens positif pour ses interlocuteurs politiques. Devant ce qu'il qualifiait d'« échec » en Égypte, il soulignait le rôle de « modèle » qui incombait, selon lui, d'autant plus à la Tunisie : « Vous avez l'obligation de réussir ! » ou encore : « Votre réussite est majeure pour le monde arabe. » Alors que les gouvernements français avaient été des soutiens plus ou moins inconditionnels de l'ancien régime sous le dictateur Ben Ali, Hollande promet maintenant tout le soutien de la France à ce qui est appelée dans le langage officiel « la réussite de la transition ». Cette approche bienveillante envers un pouvoir très contesté a justifié la grande méfiance que rencontrait cette visite chez les Tunisiens qui veulent la poursuite des objectifs de la révolution, et en particulier auprès des associations de défense des droits de l'homme.

Le principal enjeu du voyage présidentiel était en fait la représentation des intérêts économiques du patronat français. Ceci alors que les intérêts économiques allemands (notamment dans le secteur des énergies renouvelables) et britanniques ont récemment percé en Tunisie, et sont vus comme une menace par leurs concurrents français. Le président Hollande était accompagné



Hollande et Marzouki à Tunis le 4 juillet 2013. REUTERS/ANIS MILI

de pas moins de 50 hommes d'affaires, majoritaires dans la délégation, à côté de dix ministres et cinq députés. Et François Hollande et son homologue tunisien, Moncef Marzouki, ont par ailleurs assisté à une rencontre entre les principales organisations patronales des deux pays, le Medef côté français, l'Utica côté tunisien, dont le journal tunisien *Kapitalis* a écrit qu'elle venait « clore en apothéose le séjour du président français » (sic).

Sur fond de néocolonialisme

Un certain nombre de projets communs ont été envisagés, dont la construction d'un péage à Bizerte, la rénovation des

ports, une ligne ferroviaire Tunis-Gafsa (sur laquelle sera transporté le phosphate exploité dans le bassin de Gafsa) ou encore la formation des cadres de l'administration. L'économie française tente aussi de s'implanter dans le secteur de l'énergie solaire, où l'Allemagne a pris une avance depuis la fin 2012. François Hollande a aussi annoncé la reconversion d'« une partie » de la dette tunisienne envers la France (qui se monte actuellement à 7 milliards de dinars, entre 3 et 3,5 milliards d'euros, dont une bonne moitié dus à des créanciers publics). Apparemment, la mesure est envisagée pour un niveau de 500 millions d'euros. Ce terme de reconversion dissimule une

technique néocoloniale de plus en plus utilisée par les pays créanciers et les institutions financières internationales. Le pays endetté doit alors utiliser son propre argent – celui qu'il devrait théoriquement verser au titre de « remboursement de la dette » – pour l'investir dans des projets décrits comme « utiles aux deux pays ». La plupart du temps, il s'agit de construire des sites de production ou des infrastructures qui seront par la suite utilisés par des entreprises du pays créancier (par exemple françaises) à leur profit principal ou exclusif. Ainsi, il s'agit de perpétuer la dépendance économique, en modifiant le langage et les moyens !

Bertold du Ryon

GOUVERNEMENT

Pétroliers : 2, écologie : 0

Être femme et ministre de l'Écologie ne porte décidément pas chance ! Nicole Bricq d'abord, Delphine Batho ensuite, deux ministres de l'Écologie ont été débarquées en à peine un an de gouvernement PS – EELV. On se souvient que la première avait été, dès juin 2012, mutée au Commerce extérieur, après avoir tenté de remettre en cause les forages de Shell en Guyane.

La deuxième est officiellement virée pour avoir failli à la solidarité gouvernementale en critiquant la réduction de 7% des crédits de son ministère et la suppression de 1093 emplois dans son périmètre. La langue de bois gouvernementale a du mal à dissimuler les raisons réelles du limogeage qui survient 10 jours après que la ministre a rejeté le permis d'exploitation de gaz de schiste de Brive, au moment même où l'Agence de sûreté nucléaire accorde le droit à EDF de prolonger la vie des centrales nucléaires à 60 ans.

L'action de Delphine Batho au gouvernement n'a brillé ni par sa radicalité ni par son efficacité. Cependant on ne peut que constater que les procès en incompétence et en manque de visibilité sont toujours plus sévères quand ils concernent une femme ! Et surtout ces critiques font l'impasse

sur le fait que c'est toute la politique du gouvernement qui n'est ni écologique ni sociale.

Le choix des intérêts capitalistes

Depuis sa « démission », Batho accuse le gouvernement d'avoir cédé à « certaines forces économiques qui n'acceptaient pas le niveau d'ambition [qu'elle fixait] pour la transition énergétique ». Elle dénonce : « Ces forces ne se sont pas cachées de vouloir ma tête, mais si le gouvernement avait été solidaire, elles n'y seraient pas parvenues ». Son « niveau d'ambition pour la transition énergétique » est ridiculement et dramatiquement bas, mais pour les capitalistes, peu c'est déjà trop. La lucidité de l'ex-ministre est tardive mais elle n'a pas tort quand elle affirme : « C'est sur l'écologie que se concentre l'affrontement avec le monde de la finance. Les forces opposées au changement sont puissantes. »

Sur la question du nucléaire, l'engagement du candidat Hollande était déjà une escroquerie. Il prétendait réduire à 50% en 2025 – contre 75% actuellement – la part du nucléaire dans la production électrique, alors qu'il ne prévoyait que la fermeture de Fessenheim et la création de l'EPR à Flamanville, ce qui représente -0,8% et non -25%. C'était avant qu'il ne soit élu ! Depuis, le PDG d'EdF, Henri Proglio, met tout en œuvre pour renvoyer la fermeture de Fessenheim aux calendes grecques avec la complicité de l'État actionnaire à 85%.

Sur les gaz de schiste, le patronat du pétrole, mais aussi par exemple Philippe Crouzet, dirigeant de Vallourec (leader mondial des tubes utilisés pour les forages pétroliers) redouble de pression pour rouvrir le débat et revenir sur la loi Jacob du 13 juillet 2011 interdisant la

fracturation hydraulique. Face à leur offensive pour obtenir le droit d'explorer notre sous-sol, prétendument pour évaluer les réserves, la ministre a publié une circulaire le 21 septembre 2012 qui encadre plus strictement la loi. « Excès de zèle ! » s'écrient les patrons qui considèrent toute velléité même timide de ne pas trop accélérer la course à la catastrophe climatique comme une entrave insupportable à leur pouvoir absolu.

Oui ! L'écologie concentre l'affrontement avec le monde de la finance. L'indispensable transition énergétique est inconciliable avec les intérêts des puissants groupes capitalistes du secteur. Et quand il faut choisir, le gouvernement Hollande-Ayrault penche toujours du même côté...

CorrespondantEs commission nationale écologie

MANDELA

Un héritage et des contradictions

Bien des choses seront dites ou écrites sur l'héritage de Mandela. Et nous ferons de notre mieux pour lui rendre justice. Le plus dur sera d'aller au-delà du mythe et de saisir précisément la nature contradictoire de cet héritage car on ne peut mettre à l'actif des seuls Zuma ou Mbeki [les successeurs de Mandela à la tête du pays] les problèmes rencontrés par l'Afrique du Sud aujourd'hui.

Sans conteste, son plus grand acquis est le règlement négocié qui a permis l'existence d'une Afrique du Sud démocratique fondée sur le principe d'«une personne=une voix». Comme l'a expliqué l'un de ses co-détenus de Robben Island, «son but a toujours été la dé-racialisation de la société sud-africaine et la création d'une démocratie libérale».

Contradictions et divisions

C'est pourtant le compromis de la réconciliation qui est en train de se désagréger. Selon les propres mots de Thabo Mbeki, «les inégalités sociales ont entériné l'existence de deux nations en un seul pays : l'une blanche et relativement prospère, la deuxième noire et pauvre». Le bilan de Mandela ne peut occulter le fait que le pays est plus divisé que jamais. La nature même de la réconciliation rendait impossible toute véritable redistribution des richesses et se fit aux dépens de la vaste majorité de la population noire. Cette politique signifiait l'abandon de la politique de l'ANC enracinée dans la Charte de la Liberté¹ dont Mandela disait en 1959 qu'«il est vrai qu'en demandant la nationalisation des banques, des mines d'or et de la terre, la Charte porte un coup fatal aux monopoles financiers et miniers et aux intérêts des fermiers qui pendant des siècles ont pillé ce pays et condamné son peuple à la servitude. Mais cela est impératif, car la réalisation de la Charte est inconcevable, en fait impossible si ces monopoles ne sont pas écrasés et si la richesse nationale n'est pas rendue au peuple.» Toutefois, il ajoutait : «Le démantèlement et la démocratisation de ces monopoles ouvriront la voie au développement d'une classe bourgeoise non-européenne prospère». Cette contradiction fait partie intégrante de son héritage.

Réconciliation et adaptation

À sa sortie de prison, Mandela réitérait



l'engagement de nationaliser. Mais les besoins de la réconciliation, tant avec le pouvoir blanc qu'avec le capitalisme mondial, dictèrent l'abandon de cette politique. Ses rencontres avec l'élite mondiale à Davos l'ont convaincu que des compromis avec les bailleurs de fonds étaient nécessaires. Ses rencontres avec des hommes d'affaires sud-africains renforcèrent sa conviction qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme. En 1996, confronté à un effondrement financier, c'est bien volontiers qu'il adopta une politique néolibérale. Pour Ronnie Kasrils, [un des membres de l'ANC], «C'est entre 1991 et 1996 que la bataille pour l'âme de l'ANC a été menée et perdue au profit du pouvoir et de l'influence des milieux d'affaires. Ce fut le tournant fatal. Ce fut notre moment faustien lorsque nous avons été pris au piège – certains clamant aujourd'hui

que nous avons trahi notre peuple». Alors que nous poursuivons la tâche ardue d'unir notre peuple en une seule nation, le coût du compromis et de la politique de réconciliation pourrait bien revenir nous hanter. La renaissance et la reconnaissance croissante de l'autorité tribale sapent les bases de la démocratie et renforcent les divisions ethniques et tribales. Plutôt que d'en finir avec ces divisions, Mandela a utilisé tout le poids qu'il avait parmi les populations rurales pour donner une légitimité à ces structures largement discréditées. Pour rendre justice à sa vie, à son dévouement et ses sacrifices pour l'égalité entre noirs et blancs, la lutte doit continuer. Cette lutte doit maintenant se focaliser sur l'élimination des inégalités sociales. Pour cela, nous aurons besoin de la grandeur et de la sagesse de nombreux Mandela. Nous aurons besoin d'une organisa-

tion dédiée à la mobilisation de tous les Sud-Africains, noirs et blancs, pour l'émancipation économique de ce pays. Nous aurons besoin d'un mouvement comme l'ANC de Mandela, un mouvement basé sur un leadership collectif avec les qualités combinées des grands noms qui ont mené notre lutte de libération nationale. Plus important encore, nous aurons besoin que le peuple prenne sa vie en main et devienne l'artisan de sa propre émancipation. N'est-ce pas là ce pour quoi Nelson Mandela a vécu et combattu ?
Du Cap, Brian Ashley²
(traduit de l'anglais par Raymond Adams)
1- Charte de la liberté: déclaration de principes adoptée en 1955 par l'Alliance réunissant l'ANC, le PC sud-africain, le congrès des démocrates et leurs alliés.
2- Éditeur de la revue sud-africaine de gauche radicale *Amandla!*

AFFAIRE SNOWDEN Vol au-dessus d'un nid de barbouzes

La semaine dernière l'affaire Snowden a atteint son paroxysme quand la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont fermé leur espace aérien à Evo Morales, président de la Bolivie, de retour de Russie, soupçonné d'avoir à son bord le fameux Snowden. Cet épisode démontre une fois de plus le jeu de dupes que se livrent les différentes chancelleries européennes depuis les révélations autour des écoutes de la NSA. Nul n'ignorait ces écoutes maintes fois médiatisées ces 15 dernières années (par exemple Echelon en 2000). Les dernières révélations du *Spiegel* évoquent même la complicité de ces chancelleries dans la collecte et l'échange des informations et données. L'épisode du blocage de Morales prouve que l'impérialisme a des alliés bien dociles. Motivé par la rumeur, il fallait empêcher à tout prix Snowden de quitter la zone aéroportuaire moscovite dans laquelle il se trouve coincé depuis des semaines. Que l'avion concerné soit celui d'un président d'un des États qui dénoncent sans relâche l'impérialisme yankee n'a rien de fortuit. L'indignation feinte par les puissances européennes au moment des premières révélations s'évaporent aujourd'hui devant le pragmatisme des intérêts économiques.

Chasse à l'homme

L'accueil de Snowden devient donc un enjeu de politique internationale. Les pays qui s'affrontent régulièrement aux États-Unis sur leur propre continent (Bolivie, Équateur, Venezuela) se déclarent prêts à accueillir Snowden. Et dans différents pays d'Europe, des voix s'élèvent pour pousser les gouvernements à prendre position afin d'accueillir l'ancien américain. Il ne fait malheureusement aucun doute que cette véritable traque, organisée par les Américains et leurs alliés comme la France, ne tourne mal pour l'homme qui a fait éclater la vérité. Snowden ne pourra sûrement pas quitter Moscou, comme l'illustre l'affaire de l'avion de Morales. Les pressions américaines sont énormes, car les États-Unis ne veulent pas revivre le camouflet subi avec Julian Assange qui avait révélé le fameux Wikileaks. Il faut donc exiger que la France cesse de soutenir les États-Unis dans cette accablante chasse à l'homme.
Thibault Blondin

BRÉSIL Pause dans la mobilisation

Elles ont duré près de deux semaines : les grandes mobilisations au Brésil marquent le pas depuis la finale de la Coupe des Confédérations du 30 juin. Jeudi 11 juillet, il y aura une tentative de les relancer par une journée «de lutte et de blocages» appelée par les centrales syndicales et des mouvements sociaux dirigés par le MST. Il est trop tôt pour savoir comment elle se profilera.

Si cette journée est un succès, elle traduirait un changement du caractère des mobilisations. Les organisations traditionnelles du mouvement social brésilien entreraient en scène et la classe ouvrière organisée y jouerait un rôle. Cette journée portera les revendications centrales des mobilisations de juin (réduction des tarifs et amélioration des transports publics, augmentation des dépenses de santé et d'éducation) et des thèmes traditionnels des mouvements sociaux (réforme agraire, réduction de la journée de travail pour parvenir à la semaine de 40 heures, fin de l'«élément prévisionnel» qui réduit le montant des retraites). Les mouvements dirigés par le MST incluront un thème qui, dans le contexte politique actuel, fait figure de soutien au gouvernement : «réforme politique et réalisation du référendum populaire». En cas d'impact réel, cela serait une aide précieuse pour ce gouvernement, car si ce référen-

dum restait dépendant de l'approbation par le Parlement, comme c'est le cas actuellement, il ne se tiendrait qu'en 2014, et ses résultats n'auraient pas d'impact sur les prochaines élections. Les campagnes pour les salaires, menées traditionnellement au mois d'août, sont une autre possibilité de reprise de grandes mobilisations. Il est certain qu'elles seront plus fortes que celles des années passées, reste à savoir dans quelle mesure.

Un pouvoir sur la défensive

Conséquence des grandes mobilisations de juin, des sondages d'opinion ont confirmé ces derniers jours la chute de popularité des gouverneurs des États et des municipalités, quoique, en moyenne, un peu moins forte que celle subie par le gouvernement fédéral, à l'exception du gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Sérgio Cabral, du PMDB, soutenu par le PT, probablement le plus honni du pays. La ville de Rio a connu la plus grande

mobilisation le 20 juin : ce sont certainement plus d'un million de personnes qui sont descendues dans les rues rien que dans cette ville, et les mots d'ordre contre le gouverneur ont été lancés. Le changement sensible dans les rapports de forces entre les classes s'est confirmé. Que ce soit au niveau fédéral ou à d'autres niveaux du pouvoir, on reste sur la défensive, en essayant d'annoncer des mesures favorables aux revendications du peuple ou en affichant une disposition au «dialogue». Mais la difficulté de montrer des résultats palpables, à l'exception des réductions des tarifs des transports publics, limite la portée de cette soudaine «bonne volonté». Quant aux critiques envers ceux qui gouvernent, principalement au niveau fédéral, elles continuent d'être émises dans des manifestations plus modestes et éparpillées dans le pays et lors des déclarations des directions des mouvements sociaux.
De Sao Paulo, João Machado
(traduction du portugais par Luiza Toscano)

GRÈCE Empêcher les dénis de justice

Il ne faut pas l'oublier : si les nazis peuvent exister aujourd'hui en Grèce, ils le doivent aux partis complices de la troïka, comme le Pasok qui introduisit l'extrême droite au gouvernement, et à la droite, qui abrite un certain nombre de nervis mal recyclés.

Mais ils le doivent en dernier lieu à un état des lois qui légalise l'injustice. C'est ainsi que les nazis de Chryssi Avghi/Aube Dorée («hordes d'horreur...») peuvent aujourd'hui envoyer devant les tribunaux deux personnes connues pour leurs batailles démocratiques. L'ancien président de l'École Polytechnique est visé, et à travers lui, c'est toute la haine des nazillons pour un mouvement étudiant résolument antifasciste. L'autre est le dirigeant d'un groupe trotskyste, Savas Mikhail, accusé précisément d'antifascisme, cela dans une campagne antisémite qui suffirait normalement à envoyer en prison les responsables du groupe nazi.

Solidarité internationale

Notre camarade Michael Löwy a écrit un excellent texte à propos de ce festival d'injustice, et il faudra faire du procès

le 3 septembre une riposte européenne à l'incroyable impunité dont jouit ce que notre camarade appelle «crépuscule sanglant». Il y a encore plus urgent : un militant anarchiste a commencé voici plus d'un mois une grève de la faim pour exiger sa libération, pour protester contre son emprisonnement en préventive... depuis 31 mois, et cela au mépris de la loi (18 mois autorisés). Kostas Sakkas, qui avait déjà fait une grève de la faim, est décidé à poursuivre jusqu'au bout, et chaque jour qui passe est décisif. Là encore, une campagne internationale d'urgence s'impose, d'autant que le nouveau ministre de la justice fait partie des courants les plus réactionnaires de la droite au pouvoir.
D'Athènes, A. Sartzekis
1- <http://blogs.mediapart.fr/blog/michael-lowy/020713/grece-l-antisemitisme-fait-il-la-loi>

« Combien ça coûte le suicide d'un ouvrier? Combien ça coûte la souffrance? »¹

Le premier enjeu des batailles sur la santé au travail consiste à sortir de l'ombre une grande part de l'activité réelle des femmes et des hommes pour produire leur existence, et à s'interroger sur ce qui se passe dans leurs têtes et leurs corps, sur les liens qu'ils tissent avec leurs camarades de travail dans des histoires toujours partiellement nouvelles qui les différencient les uns des autres.

Le capitalisme se mondialise, les organisations du travail se transforment. Si le taylorisme et le fordisme sont toujours présents, le toyotisme se répand dans le privé et la fonction publique. Juste à temps, réduction des temps « morts », du gras, des coûts, deviennent l'essentiel des « valeurs » qu'il faudrait « partager ». Il ne suffit plus de « savoir faire » mais après le « savoir faire faire », il s'agit de « savoir être ».

L'évaluation participe d'une individualisation sans individu...

Être mais quoi? Être, alors que leur idéal est d'Avoir. Selon quels critères, les leurs ou les nôtres? C'est le temps de l'évaluation permanente selon les critères des gestionnaires, jusque dans les hôpitaux et les écoles.

faire le boulot, les travailleurs doivent pour y parvenir quand même le réaliser par des trucs, des gestes de métier dans le secret, en se mettant hors la loi sans pouvoir en faire état.

- Le vocabulaire du métier n'étant pas celui des gestionnaires ou des cadres scientifiques, le dialogue est coincé, l'expression interdite.
- Les connaissances ne sont pas considérées, seule la compétence requise par le poste est reconnue.

- Pour les femmes, cela est particulièrement criant, nombre de leurs connaissances étant considérées comme appartenant au domaine de l'affectif, de l'inné, non-mesurables et donc réduites à des marchandises négligeables car non professionnelles...

Le travail réel est inconnu du management qui gère. Il s'agit de faire en sorte

à ceux et celles qui veulent rester compétitifs, employables. Les « n+1 » sont formés à détecter les déviantEs pour les écarter ou les remodeler, en lieu et place des directions qui se déchargent ainsi de leur responsabilité, mettant en danger tout le monde, sauf elles.

Des conséquences de plus en plus visibles

Les cabinets « d'experts » s'engouffrent sur le marché du stress, de la souffrance, certains préconisant la collaboration avec les directions, jusqu'à faire des autopsies psychologiques (cabinet Technologia chez Renault), renommée « postvention ». Le patronat qui veut rester maître dans ce qu'il considère comme sa propriété veut avoir à sa botte les médecins du travail

“ Canguilhem, médecin et philosophe, écrivait: « Je me porte bien, dans la mesure où je me sens capable de porter la responsabilité de mes actes, de porter des choses à l'existence et de créer entre les choses des rapports qui ne leur viendraient pas sans moi ». Tout ce que nie les directions qui persévèrent à combattre comme au temps de Taylor la prétendue « flânerie de l'ouvrier ».

Nous sommes devenus clients les uns des autres, en concurrence, chacun pour soi contre tous les autres, au sein de la même entreprise, et pour cela conduits à faire des choses que l'on réprouve.

Dans cet appareillage normatif, il n'est question ni de ce que chacunE fait, réalise, élabore, ni des empêchements, des collaborations nécessaires, des moyens disponibles ou non, de l'écart qu'il a fallu combler entre le prescrit des normes qui nous envahissent et le travail réel, tout ce qu'il a fallu mettre en œuvre pour faire malgré tout.

Tout une part du travail reste invisible à l'évaluation :

- Les prescriptions ne permettent pas de

que chacunE s'auto-évalue, se calibre soi-même, mais après avoir fait sienne les valeurs de l'entreprise.

L'aliénation devient participative et se transforme en compétence. Au lieu d'adapter le travail aux femmes, aux hommes qui le font, ce sont elles et eux qui doivent s'y mouler, s'y confondre pour disparaître.

D'outil de construction éventuel de la personne, le travail devient pathogène. Alors que l'organisation du travail est la raison essentielle du mal-être, chacunE est renvoyéE à ses présumées faiblesses, inaptitudes. Les formations pour « savoir gérer son stress », sont ouvertes à volonté

et s'attaque à ceux qui résistent.

Les syndicats sont appelés à négocier des accords « qualité de vie au travail », mettant à disposition des « n° verts », des cellules d'écoute et en même temps des commissions court-circuitant les CHSCT, sans jamais remettre en cause les organisations. Certains syndicats reprennent le point de vue de l'Observatoire social international²: « le bien-être au travail et le droit à la santé, responsabilité sociale des entreprises d'initier un nouveau modèle de croissance et de compétitivité fondé sur l'innovation sociale, l'implication individuelle et collective des salariés et par de nouvelles formes de coopération entre les acteurs économiques, sociaux, associatifs et politiques ». Vive le dialogue social!

Amputés du pouvoir d'agir, le mal-être nous envahit. Une chape de plomb est mise sur le travail, les conditions de travail et les raisons des souffrances. À nous de la faire éclater!

Les travailleurs sont les sujets de leur activité, et non des victimes passives et dépourvues d'intelligence. Avec eux, il s'agit de faire ou refaire de l'oppression, de l'aliénation un objet central de notre activité militante dans et hors l'entreprise, au même niveau que l'exploitation, de remettre en question par la controverse le sens de l'organisation du travail et le travail.

Alain Jacques

1- Ministère des Affaires Populaires, *Les bronzés font du ch'ti*, PIAS, 2009.

2- L'OSI est une structure associative constituée à l'initiative de la DRH de GDF Suez et du dirigeant de la CFDT Jean Kaspas

« ILS NE M PAS TOUS ÉTAIENT

* Titre du film de M-A Roudil et S. Bruneau et du livre de Marie Pezé, éditions Village Mondial : *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés*, Journal de la consultation Souffrance et Travail

Sauvegarder tous les emplois, interdire les licenciements, sont des revendications incontournables au moment où des dizaines d'entreprises ferment et que des milliers de licenciements font chaque jour l'actualité. Avec raison, le mouvement ouvrier s'est mobilisé pour combattre l'exploitation via notamment les salaires, la qualification et le temps de travail, mais il a pour le moins sous-estimé l'aliénation, l'oppression que le capitalisme impose aux travailleurs pour permettre leur exploitation. Oppression et exploitation se renforcent mutuellement. Avoir un emploi n'est pas la garantie du bien-être. Depuis quelques années, la souffrance des travailleurs ne peut plus rester dans le silence. La succession des

suicides de
Télécom
Renault,
ou Pôle e
malheure
contribue
faudrait p
réduire à
exception
à une « m
passagère
propos de
d'Orange
suicides s
dépressio
de larmes
médicam
À travers
seulement
de ces qu

Des suicides qui accu

Dans notre société en crise, les suicides sont en nette augmentation : plus de chômage, qui choisissent des lieux symboliques (immolation devant Pôle

Dans un article sur les suicides dans *Libération* fin mai, Marcela Iacub (« biographe » de DSK) dit tout haut ce que les directeurs des ressources humaines n'osent pas dire: « Depuis quelques années, les conditions de travail provoquent des suicides (...) Les travailleurs qui souffrent ont pourtant d'autres issues que de se suicider. Ceux qui ne cessent de claxonner que les gens se suicident en cause de leurs conditions de travail sont en train de valider cet acte terrible comme forme de protestation politique (...) On devrait donc déconsidérer le suicide comme moyen d'expression politique démocratique de la même manière que l'on traite les actes de terrorisme. Quand une bombe explose et fait des victimes, on ne dit pas que les terroristes ont voulu s'exprimer, même si tel est leur but. On les traite d'assassins. On pourrait dire la même chose

des suicidés au travail. Ils sont des terroristes du point de vue politique, ils servent du meurtre d'eux-mêmes au lieu de faire appel à la parole

Silence dans les rangs

La Sécurité sociale, les tribunaux ne reconnaissent pas ces suicides comme des faits de travail et des dirigeants se retiennent devant la justice pénale (Oran). Face à cela on assiste à une course à nier ces actes, à faire considérer ces suicides comme des faits de vie qu'il serait interdit de comme. Plusieurs cas récents illustrent ce phénomène: un salarié se jette de l'escalier du 4^e étage du repas, quand son chef est arrivé, il est tombé pa



MOURRAIENT S MAIS TOUS FRAPPÉS»*



à France
(Orange),
La Poste
emploi, y a
eusement
é. Il ne
pas les
quelques
ns ou encore
ode»
e selon les
e l'ex PDG
e. La liste des
s'allonge, mais ce sont aussi les
ns, pétages de plomb, crises
s, crises cardiaques, prise de
ments, violences.
ce dossier, nous abordons
nt quelques-unes des aspects
estions. Il faudra évidemment y

revenir car les attaques engagées sur
les retraites mettront aussi au cœur
la question de la santé au travail. Ne
pas perdre sa vie au travail, c'est aussi
le meilleur moyen de profiter de ces
années de retraite en bonne santé que
l'on cherche à nous voler.

Dossier coordonné par Robert Pelletier

issent

de 10 000 morts par an. Parmi ceux-ci, de plus en plus de salariéEs, au travail ou en situation de
emploi, sur le lieu de travail) et/ou qui laissent des traces écrites accusatrices contre leurs employeurs.

des manières de
itique, car ils se
es comme arme
le.»

ax, commencent
me des accidents
rouvent accusés
nge, Renault...)
ontre-offensive
re le silence, à
e « un mystère »
nter.

cette stratégie : un
e étage à l'heure
ivé en bas. Il n'a
r mégarde, dira

l'enquête... Un salarié est retrouvé pendu, après
s'être plusieurs fois plaint des conditions de travail.
La DRH parle d'un « décès à son domicile suite à
une pathologie ». Des syndicalistes, alignés sur la
direction, avaient refusé que le CHSCT enquête et
préféré le confier au cadre responsable « qualité
de vie au travail » tout en faisant courir la rumeur
que l'on n'est pas sûr du suicide... et accusant les
délégués de Sud de l'avoir « poussé à continuer,
sans vous rendre compte que la personne était
fragile psychologiquement »...

Ces types de suicide ne sont pas anodins. Ils sont le
fait de salariéEs en grande souffrance qui jugent que
le rapport de forces est trop dégradé pour permettre
une autre action. Ils ont souvent essayé, par d'autres
moyens, de protester auparavant, en vain. Cacher
ce type de suicides, ne pas en parler, c'est les tuer
une deuxième fois. Et ajouter à la souffrance des

familles, car rien n'est plus dur pour les proches
qu'un suicide qui n'a pas de sens. Nous devons
respecter et défendre la mémoire et la signification
de ces actes de protestation ultimes.

Le nombre de suicides par immolation est en
forte augmentation, particulièrement chez les
chômeurs et ce mode d'action est fait pour
porter la protestation sur la place publique.
Le suicide de Djamel Chaar devant le Pôle
emploi de Nantes (dont le Premier ministre
était maire) fait donc écho à celui de Moha-
med Bouazizi qui par son geste a déclenché
le « printemps arabe ».

Porter la parole de ces suicidés, c'est œuvrer
pour que la protestation massive prenne enfin
corps et que notre société devienne vivable.
Pour toutes et tous.

Jet Aelys

Emprise managériale et déstabilisation des salariés

Les politiques contemporaines de mise au travail dans les grandes entreprises du
secteur privé comme du secteur public déstabilisent les salariéEs et rendent leur
travail de plus en plus éprouvant.

La raison essentielle est qu'elles cumulent une intensification et une individualisation systématiques du travail des salariéEs avec des changements permanents : restructurations de services et départements, recombinaisons de métiers, changements incessants de logiciels, externalisation, démenagements géographiques récurrents, mobilité systématique. Pris dans le tourbillon de ce changement perpétuel, face à des objectifs toujours plus exigeants, les salariéEs ne s'y retrouvent plus, ils perdent leurs repères ainsi que leur santé. Ce changement permanent a explicitement pour objectif d'adapter les structures, les organisations, ainsi que les compétences, à un environnement de plus en plus fluctuant et imprévisible, mais on doit l'interpréter aussi comme un mode de coercition et de contrôle destiné à remplacer ou accompagner la logique taylorienne devenue trop rigide. Pour que les salariéEs soient efficaces dans leur travail, il faut désormais qu'ils disposent d'une marge d'autonomie pour trouver eux-mêmes les solutions les mieux adaptées à des situations de travail complexes. Mais ces solutions doivent correspondre aux seuls valeurs et critères voulus par les directions, dans le cadre d'un capitalisme de plus

en plus financier. Pas question que les salariéEs mobilisent leurs propres valeurs professionnelles et citoyennes pour marquer la réalité du travail de leur empreinte.

La précarité permanente

Un véritable combat est donc engagé pour mettre au pas les salariéEs dans ces organisations devenues plus complexes. On voit ainsi à l'œuvre un processus de précarisation subjective des salariéEs par ce changement perpétuel qui est une attaque en règle contre leur métier et leur expérience, ressources indispensables pour maîtriser les difficultés de leur travail et faire valoir un point de vue argumenté sur la manière de le mener.

Dans ce contexte, les salariéEs sont sur le fil du rasoir et contraints d'agir comme à découvert, sans filet, sans boussole, sans arrière ni appui. Déstabilisés, et sans cesse contrôlés par la traçabilité informatique comme les reportings incessants, tout

est conçu pour les pousser alors à se raccrocher in extremis aux logiques, procédures, méthodes de travail et bonnes pratiques décidées par leur management. De fait, les salariéEs ne se sentent plus chez eux, ni entre eux, dans leur entreprise, dans leur travail mais dans un environnement hostile où ils ont en permanence à réapprendre, à réinventer les modalités nécessaires pour maîtriser leur activité. Avec cette politique de réformes systématiques, les individus au travail sont en situation permanente de désapprentissage et réapprentissage. La précarisation subjective, ce n'est pas seulement la peur d'être conduit un jour à la faute professionnelle qui peut causer un accident, faire perdre son emploi, mais c'est aussi une mise en danger de soi, physique et morale par une atteinte au sentiment de sa valeur, de sa dignité, de sa légitimité.

Danièle Linhart
Sociologue du travail (CRESPPA-CNRS)

“ La mobilité interne forcée obligée détruira
les valeurs collectives qui président à la construction
de la santé au travail et à la maîtrise de la réalité
du travail par ceux qui l'effectuent.
Alain Carré, médecin du travail

Le scandale des licenciements pour inaptitude

De plus en plus de salariéEs sont aujourd'hui cassés par le travail. L'intensification du
travail ces dernières années, résultat de la course à la productivité et au profit des
entreprises, a un coût pour les travailleurEs bien supérieur au coût du travail.

Avec le « lean management », le travail en flux tendu, les réductions d'effectifs, les « ressources humaines » sont sollicitées au-delà du supportable. Résultat : le nombre de licenciements pour inaptitude est en augmentation. L'absence de statistiques précises, certainement voulue, entretient le flou mais le constat est là : usés psychologiquement ou physiquement, de plus en plus de salariéEs se retrouvent au chômage, durablement invalidés, au risque de tomber dans la pauvreté et la misère. Les dispositifs mis en place pour soi-disant compenser la pénibilité des parcours professionnels sont aussi dérisoires que restrictifs. Seuls 4000 salariés ont pu bénéficier de celui mis en place dans le cadre de la dernière contre-réforme des retraites. Et le gouvernement actuel s'apprête à rallonger la durée de vie active, avec de ridicules contreparties

sur la pénibilité : un an de retraite anticipée pour trente ans de travaux forcés. On risque donc d'assister à une explosion du nombre de salariéEs déclarés inaptes, sans autre perspective que les minimas sociaux.

Changer la donne

Car du côté des entreprises, rien n'est fait pour anticiper la casse. Les médecins du travail comme les représentants du personnel ont bien du mal à trouver des postes adaptés pour les salariéEs usés. Les nouvelles organisations du travail ne leur laissent plus de place. Qui plus est, pour les entreprises, ce problème n'en est pas un. Elles font supporter à la société l'essentiel du coût des dégâts occasionnés par le travail. Peu de licenciements pour inaptitude sont en effet rattachés à des atteintes professionnelles déclarées comme telles, ce qui pourrait augmenter leur taux de cotisation.

Il devient donc urgent de changer la donne. La question de l'inaptitude va devenir un enjeu. Les salariéEs usés risquent de ne plus accepter de se faire licencier si cette décision signifie leur exclusion définitive du marché du travail et supprime leurs droits à une retraite décente. De fait, les recours augmentent déjà. Certains salariéEs ont aussi obtenu devant les prud'hommes le paiement des années de salaire et de cotisations perdues, en prouvant que leur inaptitude était liée à leur travail. Mais seule la mobilisation collective des travailleurEs leur permettra de vraiment reprendre la main sur leurs conditions de travail, en réduisant le temps de travail, en revenant à une retraite à taux plein à 37,5 annuités, en interdisant les licenciements... y compris pour inaptitude.

Etienne Demile

RAPPORT
DE L'INSEE**Le nombre
de SDF
explose**

Une étude de l'Insee¹ vient de révéler que le nombre de sans-domicile a augmenté de 50% entre 2001 et début 2012, pour atteindre le chiffre de 141 500 personnes. Parmi eux, 30 000 enfants et 25% d'adultes qui avaient un travail !

Cette situation d'extrême urgence n'est malheureusement que l'aspect le plus dramatique d'un problème bien plus profond. Dans son rapport de 2013, la Fondation Abbé Pierre avait indiqué que « 3,6 millions de personnes [sont] non ou très mal logées, et plus de 5 millions de personnes supplémentaires [sont] en situation de réelle fragilité de logement à court ou à moyen terme. »

Derrière ces statistiques il y a une réalité terrifiante avec des millions de drames individuels. En 2007 Martin Hirsch avait fait remarquer que « l'espérance de vie des plus pauvres en France est plus proche de l'espérance de vie au Sierra Leone (54 ans), pays qui a l'une des espérances de vie les plus courtes au monde, que de l'espérance de vie de l'ensemble de la population française. Autrefois, la pauvreté tuait brutalement. Aujourd'hui, elle tue tout aussi sûrement, mais plus lentement. » En 2006 l'association Les Enfants de Don Quichotte avait évalué l'espérance de vie d'un SDF à 43 ans !

Pourtant des solutions existent

Sans parler de la nécessité d'un programme ambitieux de construction de logements sociaux, les situations les plus urgentes pourraient être résolues très rapidement par l'application de l'ordonnance de 1945 qui permettrait de réquisitionner au moins une partie des 2 millions de logements vides. Même Chirac l'a fait (seulement 1200 logements, il est vrai). Mais la plus grande vague de réquisitions a eu lieu sous De Gaulle dans les années 1960 pour reloger... les colons d'Algérie ! Et un gouvernement qui se dit de « gauche » ne serait pas capable d'utiliser la même loi ?

Dans les dernières mesures du gouvernement Hollande, l'urgence sociale est totalement absente. Par contre, on le sent extrêmement pressé de nous imposer une austérité qui ne fera que jeter encore plus de personnes dans la détresse. Stop !

Ross Harrold

1 - http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1455

PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JR



UMP ET FN

Le plus court chemin

Tel l'apprenti sorcier, l'UMP se voit confrontée aux fruits de sa politique. Ayant radicalisé son discours, en particulier depuis 2007 (création d'un « ministère de l'Immigration et de l'identité nationale », débat sur « l'identité nationale », « discours de Grenoble » de Sarkozy...), l'UMP a rendu poreuses les frontières entre elle et le FN.

Aujourd'hui, un nombre croissant de militantEs et d'élus locaux UMP sont tentés de s'allier avec le FN. Au fur et à mesure que les élections municipales de mars 2014 approchent, le nombre de clins d'œil échangés avec l'extrême droite croît. La direction de l'UMP a choisi de sanctionner quelques-uns de ces élus qui vont trop loin à ses yeux, au risque de légitimer un concurrent politique qui pèse lourdement sur le parti, sa stabilité et sa cohérence.

Concurrence réactionnaire

Le 19 juin dernier, le Figaro avait titré un article : « La contagion des accords avec le FN inquiète à l'UMP ». Le même jour, le parti présidé par Jean-François Copé avait exclu le conseiller général et ancien maire de Saint-Gilles (Gard), Olivier Lapière. Celui-ci avait explicitement annoncé qu'il souhaitait et soutenait une candidature de Gilbert Collard aux prochaines élections municipales, élu député de la circonscription

en juin 2012 (sans étiquette mais présenté par le FN).

Le 3 juillet, une nouvelle procédure d'exclusion a été ouverte contre Denis Vigouroux, conseiller municipal UMP à Gonesse (95) et chef de file local du parti. Celui-ci avait annoncé sa candidature en troisième position sur une liste FN (ou « Rassemblement bleu Marine », RBM) conduite par Karim Ouchikh... qui est lui un ex-adhèrent du PS, maire-adjoint de la ville pendant treize ans !

D'autres membres ou anciens membres de l'UMP se trouvent sur des listes « Rassemblement bleu Marine » qui sont en train d'être constituées. À Carry-le-Rouet (13), la liste « RBM » sera conduite par un patron âgé de 61 ans, Patrick Amate, conseiller général des Bouches-du-Rhône. À partir de 2006, Amate a été membre du comité de circonscription de l'UMP. À Aix-en-Provence, dans le même département, la liste « RBM » sera conduite par Catherine Rouvier, qui vient également de



l'UMP, ralliée plus récemment au mini-parti SIEL (« Souveraineté, indépendance et libertés ») de Paul-Marie Coûteaux, une petite formation nationaliste-«souverainiste» associée au FN depuis 2012.

La direction de l'UMP considère pour le moment que ces rapprochements

font une part trop belle à un concurrent politique. Cela n'exclut pas des convergences au niveau du contenu et du discours. Après celles de Le Pen père, les récentes sorties d'Estrosi sur les Roms en sont une nouvelle et bien triste illustration.

Bertold du Ryon

MOBILISATION **Tous à Marseille** contre l'Université d'été du FN Haine

Trente organisations, partis et syndicats ont pris l'initiative d'organiser le samedi 14 septembre une grande manifestation de riposte à la tenue de l'université d'été du FN qui se tiendra cette année à Marseille.

Forts de leurs résultats électoraux en permanente progression, de la banalisation de leurs « idées » favorisée par la politique gouvernementale, les frontistes veulent faire de cette échéance qui se tiendra les mêmes jours que la fête de l'Humanité, le coup d'envoi de leur campagne pour les prochaines échéances électorales. Le NPA s'inscrit de toute ses forces dans cette « contre-offensive », et en fera une mobilisation centrale du parti.

Un appel unitaire

« Le 5 Juin 2013, Clément Méric, jeune syndicaliste étudiant et militant anti-fasciste, a été assassiné en pleine rue par des fascistes. Cet acte odieux a provoqué une grande et légitime indignation dans tout le pays. Il s'inscrit dans le climat de haine et de violence entretenu depuis plusieurs mois par la droite classique et intégriste notamment par le biais des « Manif pour tous » [...] Ces dernières années ont vu le Front National se développer électoralement, tandis que son

idéologie influence une part de plus en plus large de la classe politique de droite qui affiche désormais sans complexe un discours ouvertement raciste [...]

La banalisation du FN dans l'opinion de la part de la droite mais aussi de certains à gauche ainsi que dans des médias sous influence appelle de notre part une contre-offensive sur tous les terrains, des idées aux luttes sociales. Le FN organise son université d'été à Marseille les 14 et 15 septembre 2013. Dans le but de gagner plusieurs grandes municipalités en 2014, il compte

démarrer là sa campagne électorale.

Nous, organisations progressistes, appelons l'ensemble des réseaux associatifs, syndicaux, politiques, culturels, les Marseillais et Marseillaises, l'ensemble des organisations partageant cet appel à nous rejoindre [...] La manifestation sera préparée par une large mobilisation militante, unitaire et populaire, une série de réunions, d'actions de rue, d'éducation populaire dans les semaines qui précèdent. »

Passons à la contre offensive !

Alain Pojolat

RETRAITES

Se mettre en ordre de bataille

Alors que le gouvernement prévoit de nouveau un budget d'austérité pour 2014, avec cette fois-ci 14 milliards d'économies budgétaires, le calendrier sur la réforme des retraites se précise.

Les grandes lignes devraient être tracées en juillet et s'orienter très probablement vers une augmentation des annuités comme mesure centrale. Les discussions parlementaires commenceront en octobre et la loi sera sans doute votée en décembre. Soit un calendrier plus resserré que celui de 2010, où à l'époque la mobilisation avait été amorcée dès le printemps, avec à partir du mois

de mai des meetings et des réunions unitaires et en juin une première journée de grève.

Ce calendrier, le poids des défaites successives sur les retraites et la gauche au pouvoir ne faciliteront pas la mobilisation. La marche est haute et il nous faut donc commencer à mener bataille le plus rapidement possible.

Les idées et la rue

Nous disposons pour le moment de

deux points d'appui. Lundi 8 juillet, l'intersyndicale réunissant la CGT, Solidaires, la FSU et FO, a annoncé une première journée de grève et de manifestations pour le mardi 10 septembre afin de « ne pas laisser les propositions du Medef faire la loi et imposer d'autres choix au gouvernement ». Les équipes syndicales doivent s'emparer de cette date et pousser à la mobilisation pour faire de cette journée un succès, le point

de départ d'un mouvement d'ampleur pour faire reculer le gouvernement. Le deuxième point d'appui est l'appel initié par Attac et la Fondation Copernic, un appel rassemblant un large arc de forces syndicales, politiques et associatives, dont le NPA. Certes, le texte d'appel est bien loin d'être satisfaisant mais il n'en constitue pas moins la base d'un cadre de front unique contre la réforme des retraites que nous prépare le gouvernement, en mettant en avant le mot d'ordre « pas un trimestre de plus, pas un euro de moins ».

Il faut donc nous en emparer pour construire des cadres unitaires qui pourront nous aider à gagner la bataille de l'opinion et contribuer à construire une large mobilisation associant les travailleurs, les retraités, les précaires, les chômeurs et les jeunes.

Camille Jouve

ACCORDS **La compétitivité à 100% contre les salariés**

S'en prendre au code du travail et aux conventions collectives est un « classique » du patronat depuis plusieurs années. Jusqu'à présent, un accord d'entreprise ne pouvait pas, sauf dispositions particulières, être moins favorable aux salariés qu'un accord de branche. Le patronat savait contourner ces principes, mais ce verrou est tout de même en train de sauter.

L'accord national inter-professionnel, l'ANI, signé par le Medef, la CFDT, CGC et CFTC, et transcrit dans la loi votée en mai 2013 par une majorité de députés PS et UMP ouvre la voie au démantèlement tant rêvé par le patronat. On est maintenant dans la phase des « travaux pratiques ».

Le laboratoire de l'industrie automobile

Le patronat de l'automobile n'avait pas attendu le vote formel de l'ANI pour appliquer cette politique. Il a seulement les coudees encore plus franches pour persévérer, avec le soutien affiché du gouvernement. L'objectif est partout le même : amplifier la flexibilité et réduire les coûts de production en combinant blocage ou baisse des salaires avec une augmentation du temps de travail. Les promesses d'emplois sont pour plus tard et n'engagent en fait que ceux qui les croiraient... Les ouvriers de Continental à Clai-

roix en ont supporté les conséquences fin 2007, la direction imposant le passage aux quarante heures, payées trente-sept et demie, soi-disant pour sauver les emplois. Résultat : l'usine a fermé début 2010. La direction de General Motors a procédé de même à Strasbourg avec le même type de référendum chantage et aujourd'hui une usine en vente... Les deux constructeurs PSA et Renault sont à la manœuvre. L'accord Renault signé le 13 mars 2013 par des syndicats complaisants entérine la suppression de 8 560 emplois d'ici à 2016, l'augmentation de la durée du travail tant en rythme quotidien qu'en suppression de jours de congés, et la baisse du pouvoir d'achat. PSA a attendu la fin de la grève de l'usine d'Aulnay pour lancer des discussions. Pour la direction, la référence est l'accord signé dans son usine de Sevelnord en juin 2012 : gel des salaires pendant trois ans, obligation aux salariés

de travailler vingt minutes de plus par jour selon les aléas de la production, en étant prévenus seulement deux heures à l'avance. Un an après, suppression de 340 nouveaux postes d'ici à 2014.

Le chantage à l'accord

Un rouleau compresseur patronal est incontestablement en marche. Il manie le chantage à l'emploi, entreprise par entreprise, plaçant salariés et équipes syndicales, même combattives, sur la défensive. Alors que les promesses de garantie d'emploi annoncées en contrepartie des droits attaqués ne sont, dans la plupart des cas, pas tenues, elles créent des illusions parmi les salariés. Les référendums-chantages organisés par le patronat le montrent. L'accord signé notamment par SUD et la CGT dans l'usine Bosch de Rodez en Aveyron a entériné une baisse des effectifs au moyen de départs d'âge et d'une modération salariale, cela en échange d'une promesse de maintenir l'ac-

tivité. Enfermés dans une action circonscrite à cette seule usine, salariés et militants syndicaux étaient largement condamnés à ne pouvoir que limiter les dégâts. Les résistances qui pointent dans quelques usines n'en sont que plus significatives. Ainsi, dans l'usine SOVAB qui fabrique à Batilly (54) les véhicules utilitaires Renault, des débrayages mobilisant plusieurs centaines de salariés se sont opposés à l'application des dispositions de la direction. « Refusons de travailler plus pour pas un rond de plus » titrait le tract unitaire CGT, CFTC, SUD et FO appelant à l'action. L'enjeu dépasse les résistances locales nécessaires. Alors que la politique patronale vise à déployer son chantage entreprise par entreprise, les réponses doivent être à la hauteur de ces défis. Pour sortir par le haut du piège patronal, l'urgence est à la convergence des luttes fournissant un rapport des forces plus favorable aux salariés.

Jean-Claude Vessilier

SAINT-NAZAIRE (44) **Chantiers de l'Atlantique en lutte**

La direction de STX soumet un « accord de compétitivité » à ses salariés car selon elle « les enjeux pour STX dans les années qui viennent sont majeurs »...

Pourtant, c'est la mondialisation et la financiarisation qui ont conduit les Chantiers de l'Atlantique à devenir Alstom Marine puis Aker Yard, puis STX-Europe. Actuellement mis en vente, celle-ci compte à nouveau sur l'aide de l'État pour augmenter le profit des actionnaires. Les emplois ont été bradés (de près de 20000 Alstom et sous-traitants en 2003, à 2 100 STX actuellement, dont 200 en chômage technique...). Et maintenant, elle veut augmenter le temps de travail : 20 minutes de travail non payés en plus tous les jours, généralisation de la modulation et de la flexibilité avec semaines de zéro à 48 heures selon la charge de production, remise en cause des jours de RTT... tout en réduisant les salaires (en baissant le taux horaire de 5% à plus de 7%), sans compter la perte de primes ou la réduction des prestations de la mutuelle.

La grève démarre

À l'appel de la CGT et FO, le lundi 1^{er} juillet, la grève était totale. Les trois entrées des chantiers étaient bloquées par plusieurs centaines de salariés. Malgré la brume et un vent frais, le climat était chaud dès 5h30 : feux, barricades, peinture de slogans sur la route (« Tu coûtes trop cher, aide ton patron : mets-toi en grève »). À l'issue de la rencontre avec la direction, les délégués CGT et FO ont fait part du blocage complet de la direction, et ont appelé à la discussion sur place sur la suite à donner au mouvement. Le lendemain, il y a eu un rassemblement sur le parking central intérieur qui a rejoint l'atelier « 180 tonnes » en grève depuis 10 jours. Tous les matins, les débrayages se succèdent. Pour le NPA, le projet d'accord de compétitivité doit être retiré. L'État doit mettre fin à cette parodie de gestion de la construction navale au service de quelques groupes uniquement financiers.

CorrespondantEs

TRW **Alle zusammen! Tous ensemble!**

Les TRW était à Düsseldorf le 4 juillet pour manifester à l'occasion d'une réunion du comité de groupe européen. L'occasion de réaffirmer leur opposition à la fermeture annoncée du site de Longvic (cf. Tout est à nous ! n°195).

Départ de Dijon en pleine nuit, 2/3 des salariés de l'usine piaffent au pied des cars, avec banderoles et fûts recyclés façon tambours, et casquettes rouges syndicales. Départ un peu rageur des salariés qui vont manifester au siège de TRW Europe : médias et élus politiques se sont décommandés au dernier moment, malgré les soutiens verbaux.

«Internationale Solidarität»

C'est la conclusion de l'intervention de Robert Sadowsky, au nom d'IG Metall,

lors du meeting devant le bâtiment où se tenait la réunion. En effet la même politique vise tous les sites et des liens se sont créés déjà lors de la lutte contre la fermeture de Ramonchamp. 300 travailleurs de TRW sont rassemblés, échangeant les casquettes syndicales entre salariés de Longvic et de Schalke. À Schalke, sur 500 emplois, plus de 100 ont été supprimés en 2012, dont 35 licenciements secs, et 38 sont prévus en 2013. Le patron exige une baisse des salaires de 15%, menaçant de délocaliser. Il met en

parallèle les salaires en Pologne... à 600 euros mensuels. Pourtant, en Pologne, on apprend qu'il est déjà question de transfert vers la Roumanie... Et la disparition de l'usine de Longvic, ce sont encore 148 emplois en moins. La manifestation s'est ensuite regroupée au siège de TRW où, malgré l'insistance des délégués allemands et de l'avocat, la direction a refusé tout contact. Selon le délégué d'IG Metall, la grève n'est pas encore à

l'ordre du jour. Pourtant il ne faut pas laisser retomber l'effort de mobilisation durant l'été. Les salariés de TRW veulent continuer à maintenir la pression pour rester visibles et développer les liens internationaux avec les autres sites. Pourquoi pas un rassemblement TRW en Pologne, avec des salariés d'Allemagne et de France? Et préparer une lutte coordonnée de tous les sites.

Correspondant

SANOFI (TOULOUSE) **Mouvement de grève**

Avec le slogan «fermeture ni aujourd'hui ni dans cinq ans!», les salariés de l'établissement de recherche Sanofi de Toulouse étaient en grève mardi 2 juillet pendant le CCE de la branche Recherche et Développement du groupe Sanofi, à Chilly-Mazarin.

Lors de cette réunion, la direction a présenté un «nouveau» plan de restructuration prévoyant la suppression avant décembre 2015 de 207 postes en France, avec passage «à l'autonomie» en 5 ans des activités restant à Toulouse. Sur les 617 postes localisés à Toulouse fin février, 364 resteraient sur le site pendant la durée du plan, alors que le rapport de la mission ministérielle Saintouil, publié mi-mai, tablait sur le maintien de 500 emplois sur le site. La direction avait prétendu accepter ce rapport comme «feuille de route». «Le projet de restructuration présenté au CCE du 2 juillet ne s'inscrit absolument pas dans l'esprit du rapport présenté par Jean-Pierre Saintouil et soutenu par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg», indique la CFDT, premier syndicat de l'établissement, qui avait accepté le cadre validé par Montebourg et donc cassé l'intersyndicale avec SUD et la CGT. Une partie des militants CFDT avait alors rompu avec leur syndicat. C'est la direction qui a obligé

ce syndicat à changer sa ligne car elle s'assoit sur le rapport avalisé par Montebourg (venu pourtant à Toulouse le vendre au personnel...).

Sanofi s'évapore...

Laurent, délégué SUD, relève que le nouveau projet prévoit de conserver à Toulouse «40 personnes dans les fonctions support au lieu des 145 recensées par la mission ministérielle... C'est une sacrée évaporation, cela correspond à une volonté de mutations et d'externalisation». Selon lui, «on ne nous parle plus de spin-off (société externalisée), mais d'entité ayant vocation à trouver très vite son autonomie, c'est un grand classique du désengagement... La direction avait de toute façon l'intention de se désengager, mission Saintouil ou pas, alors que nous refusons le départ de la recherche Sanofi de Toulouse». Avant cette action qui a regroupé environ 250 personnes devant la porte du site, les «sanofiens» avaient organisé un pique-nique festif, au cœur de la ville en bordure de Garonne, le dimanche

précédent. Une journée sympathique qui a révélé les talents musicaux cachés de certains. Une délégation du site de Sanofi-Montpellier, lui aussi gravement impacté par les plans de la direction, s'est rendue vendredi 28 avril au «forum des entreprises en lutte» des Fralib. La prochaine étape est une montée à Chilly-Mazarin pour la prochaine réunion de négociation mardi 9 juillet. Et d'autres actions sont en perspectives durant tout l'été...

Correspondant NPA 31





Les comités en action !

Montreuil (93) : Fête anticapitaliste

Dans une période qui n'est pas des plus faciles pour les militants du NPA, le comité de Montreuil désirait se tourner vers son milieu sympathisant et rassembler des militantes et non militantes, anticapitalistes sur la ville, pour voir notamment si une liste pourrait voir le jour à Montreuil lors des prochaines municipales. Le rendez-vous a été à tous points de vue une réussite ! En premier lieu, le soleil était là. Une délégation de la marche des chômeurs est venue parler de leur combat. Alain Krivine est intervenu pour évoquer les difficultés dans la période pour les anticapitalistes, l'espoir suscité par les Égyptiens et la nécessité de renforcer le camp des anticapitalistes des résistances, face à l'extrême droite et à la politique libérale menée par le gouvernement. Un camarade du comité a fait l'état des mobilisations sur la ville, telle que celle contre l'avancée destructrice du Grand Paris qui bouleverse nos quartiers et expulse les habitants les plus populaires, l'état d'urgence médicale face aux attaques contre les centres de santé et les hôpitaux ainsi que les services publics, la dette et le poids accru des politiques d'austérité dans un département très populaire. Le collectif de soutien au cinéma Méliès, en lutte contre la municipalité de Voynet, est également intervenu avant le concert des *Quartiers sauvages* venu conclure la soirée. Nous avons accueilli plus d'une centaine de personnes réceptives à l'idée d'élaborer une liste anticapitaliste aux municipales à la rentrée. Rendez-vous en septembre !

FS



Paris XIX^e :

La santé n'est pas une marchandise !

Depuis quelques mois, la direction de la Caisse primaire d'assurance maladie a pour projet de fermer le 1^{er} novembre le centre de santé dentaire situé rue Archereau dans le XIX^e. Selon elle, il n'est pas assez « rentable », comme si le but du service public de santé était d'être rentable... L'autre argument : la fermeture n'en est pas une, car elle sert uniquement à redéployer les personnels sur les autres centres. Quand on connaît le rôle que la proximité de l'offre de soin joue dans le fait que les gens se soignent, et cela d'autant plus pour les soins dentaires, dans un des quartiers les plus pauvres de Paris... Début juin, un collectif unitaire pour la défense du centre Archereau, rassemblant des organisations syndicales de la CPAM (CGT, SUD) et les organisations politiques du quartier (PS, FdG, NPA) s'est constitué. Il a organisé une campagne militante, de terrain, afin d'informer la population : tracts, affiches, rassemblement de 70 personnes devant le centre... Le conseil de la CPAM du 26 juin a entériné par une majorité la fermeture, mais la lutte n'est pas terminée. Cet été, le collectif continuera d'informer dans les cités bordant le centre, et il se réunira à la rentrée pour décider des actions futures. En région parisienne, les hôpitaux (Hôtel-Dieu), maternités (Lilas, Bluets), dispensaires et centres de santé ferment les uns après les autres : le changement, c'est pire qu'avant. Seule une réponse unitaire et collective, rassemblant les bagarres, permettra de s'opposer à l'austérité dans la santé !

DR



CPN ÉLARGI Acte II du NPA

Le 6 et le 7 juillet, le Conseil politique national s'est réuni avec la participation d'élus municipaux du NPA et des camarades de départements habituellement non représentés dans cette instance. À l'ordre du jour, les échéances électorales de 2014.

Ce débat a été précédé d'une discussion sur la situation dominée par la continuité de la crise chronique qui secoue la planète, en premier lieu en Europe, et la mondialisation des révoltes, dont l'acte II de la révolution égyptienne est un moment fort après les révoltes de Turquie et du Brésil. En France, les politiques d'austérité produisent leur ravages sociaux et nourrissent une crise politique dont le limogeage de Delphine Batho par Hollande-Ayrault est le dernier épisode. Il y a là le terreau sur lequel prospère le FN. La question des retraites devient le point autour duquel va, à nouveau, se jouer le rapport de forces entre les travailleurs, le gouvernement et le patronat. Elle est au centre de nos préoccupations. Malgré le poids de la défaite de 2010, nous voulons contribuer à la construction de la mobilisa-



Le NPA contre les attaques sur les retraites au Trocadero jeudi 20 juin. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

tion en tirant les leçons de 2010 ce qui veut dire ne pas craindre l'affrontement avec le gouvernement, refuser le morcellement de la mobilisation en journées d'action, c'est-à-dire construire un plan vers l'affrontement indispensable.

Des listes contre l'austérité

C'est dans ce contexte que nous envisageons la participation du NPA aux échéances électorales de 2014, municipales et européennes. « Elles seront un moment clé à travers lequel se construiront et se mesureront les nouveaux rapports politiques. » dit la motion majoritaire pour préciser : « Nous inscrivons notre démarche dans celle que nous avons définie au congrès, la construction d'une opposition de gauche au gouvernement, qui prépare un affrontement avec celui-ci et le patronat pour imposer un plan de mesures d'urgence sociales et démocratiques et porte la perspective d'un gouvernement anti-austérité issu de ces mobilisations. »

Cette démarche s'oppose clairement à la politique du Medef et du gouvernement Ayrault et à sa déclinaison dans les collectivités locales ; elle suppose une totale indépendance vis-à-vis des listes du Parti socialiste et de ses alliés, au 1^{er} comme au 2^e tour. Elle impose aux éventuels élus municipaux de voter contre les budgets locaux qui appliquent et valident l'austérité. » Si un accord national avec le Front de gauche et ses composantes est impossible, nous souhaitons « être à l'initiative vis-à-vis de groupes locaux tant du PC que du PG, vis-à-vis des militants de ces partis pour leur proposer une politique clairement en rupture avec les politiques d'austérité, nationale comme locales et avec les partis gouvernementaux qui les mettent en œuvre. »

Une voie internationaliste

« Aux élections européennes, le NPA souhaiterait la constitution de listes unitaires avec toutes les forces politiques qui, dans la continuité des municipales, entendent se situer en opposition au gouvernement, à la droite et à l'extrême droite, et rejettent toute forme de nationalisme ou de souverainisme. »

Nos listes porteront « la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples, qui

organisera l'économie en fonction des besoins des populations et de l'urgence écologiste. Contre l'Europe forteresse, nous porterons la perspective d'une Europe œuvrant à la solidarité et à la coopération entre les peuples. »

Un rassemblement dans le respect des divergences

Des désaccords se sont formulés. Les uns portent sur les points ayant déjà fait désaccord lors du dernier congrès, comme la question de l'opposition de gauche ou les rapports au Front de gauche. D'autres ont porté sur la question du deuxième tour des municipales et sur la façon de donner l'initiative aux villes. Il y a donc eu deux motions : l'une a obtenu 53,5% des voix, l'autre 31,9%. Un groupe de camarades a soumis une motion défendant l'idée de ne pas nous présenter aux européennes qui a recueillie autour de 10% des voix. Par contre, le CPN s'est rassemblé à la quasi-unanimité pour décider une campagne financière (voir ci-contre), un pas en avant qui nous donne espoir pour relever le défi que nous nous sommes lancé.

Transparence et direction

En toute transparence, le CPN a discuté du système de direction qui se met en place depuis le dernier congrès, et autour duquel se cristallise, pour une part, les différends. Un accord global s'est réalisé sur les priorités, même si des désaccords demeurent, en particulier sur la façon d'associer l'ensemble des membres du CPN et du CE aux tâches de direction, de concevoir l'originalité de notre fonctionnement en tant que parti démocratique et révolutionnaire. La discussion se poursuit...

Ce CPN marque une étape importante dans le rassemblement de l'ensemble des camarades autour de la nécessité de construire un parti anticapitaliste et révolutionnaire indépendant des courants réformistes, et d'engager une bataille pour donner à ce parti la place qu'il mérite. La page de la scission est définitivement tournée, commence donc l'acte II : toutes et tous ensemble, conquérir une nouvelle position pour nos idées et nos perspectives.

Yvan Lemaitre

« 1 million d'euros pour le NPA »

Le CPN a donc adopté à la quasi-unanimité une motion intitulée : « Rassembler nos forces et mener une campagne financière : 1 million d'euros pour le NPA ». Elle nous rassemble autour de l'idée que les échéances électorales de 2014 sont un enjeu politique national et qu'il est crucial d'offrir au monde du travail, à la jeunesse, une autre voie, un autre vote, « le seul vote utile, un geste de rupture avec l'ordre établi pour encourager les luttes sociales et politiques. Envoyer des militants anticapitalistes dans les conseils municipaux ou au Parlement européen sera un appui matériel et politique au service de la contre-offensive du monde du travail, pour aider à la convergence des luttes. »

Il est clair que cette bataille représente un effort militant important, que ce soit pour constituer des listes aux municipales ou nous donner les moyens financiers pour nous présenter aux Européennes.

« Ne recevant aucune aide de l'État, notre parti ne peut compter que sur l'argent de ses propres militants (cotisations) et sympathisants (souscription) [...] C'est pourquoi nous lançons une campagne politique financière nationale visant à réunir :
- 1 million d'euros
- 10 000 dons

Cette campagne doit être l'occasion de mobiliser, nos amiEs, nos proches, nos « compagnons de route » et sympathisants... Cette mobilisation générale sera la première étape de notre campagne européenne... »

Alors, pas un instant à perdre, la bataille pour une nouvelle jeunesse du NPA est lancée... Et c'est une campagne politique.

Y.L.

LE N°45 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE



Vous trouverez dans ce numéro :

- Égypte : La marche des classes populaires vers une conscience politique,
 - PSA : Quatre mois de grève face à un des plus grands groupes de l'automobile,
 - La Chine : renaissance du mouvement ouvrier chinois,
- et bien d'autres sujets encore...

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Feuilleton de l'été

ÉPISODE 3 

CAUCHEMAR 2034 DE GÉRARD DELTEIL

Ce n'est que quelques heures plus tard que je reçus un texto de Nadia Zabri sur mon portable perso.
- Faut qu'on discute.
Comment avait-elle obtenu mon numéro? Mystère. Mais ça ne devait pas être particulièrement compliqué pour quelqu'un qui avait su bidouiller la puce de sa carte d'identité, même mal. L'image de ses grands yeux noirs restait gravée dans une case de mon cerveau. Sans même réfléchir, je répondis aussitôt.
- Où et quand?
- 18h gare RER de la ZA.
- OK.
Il me restait donc trois heures à tuer. Ma mère était au travail, mon frère et ma sœur à l'école.
Je me confectionnai un sandwich et m'installai devant la TV. Je zappai et passai d'une série très ennuyeuse intitulée *Le combat laïque du Père de Foucault* à un reportage sur l'interminable guerre du Sahel, où quinze mille hommes de l'armée française affrontaient des djihadistes pakistanais et bengali encadrés par des instructeurs chinois depuis maintenant dix-huit ans. Pour limiter les dépenses militaires, chaque unité était désormais sponsorisée par une ou plusieurs grandes marques, comme les sportifs. Un colonel de paras, dont le blouson léopard portait

les logos de Nike, EDF et France Télécom, racontait que les terroristes avaient réussi à lancer quelques obus de mortier sur les installations d'Areva, sans faire de victime. Ensuite, le ministre de la défense apparut et affirma qu'il fallait tenir bon pendant le dernier quart d'heure du conflit, comme dans un marathon. À la fin, on nous avait proposé le financement complet de nos études, à condition de signer un engagement de deux ans pour le Sahel. Je zappai encore et tombai sur une émission consacrée aux récents remaniements ministériels. Le politologue de service expliquait que Marion Le Pen, ministre de la jeunesse et des sports, qui représentait avec Boutin, secrétaire d'État à la laïcité, l'aile gauche du gouvernement d'Union nationale républicaine laïque et démocratique, était désormais très isolée car les Identitaires, les Solidaristes et Civitas cherchaient à se débarrasser d'elle. Un député de la GRUR, la Gauche républicaine unifié réaliste, lui donnait la réplique sans se prononcer sur l'éventualité d'une alliance tactique avec cette aile gauche. L'incontournable Zemmour, toujours ministre de la culture et de l'audiovisuel à près de soixante-seize ans, pérorait sur la nécessité de débusquer au sein de l'éducation nationale les derniers enseignants infectés par le virus marxiste. Il conclut par l'annonce d'une grande journée de commémoration pour le



centième anniversaire des émeutes du six février trente-quatre ponctuée par des cérémonies et des minutes de silence dans les établissements scolaires.

Je coupai la TV au moment où l'animateur donnait la parole à Jean Sarkozy qui côtoyait désormais Marine le Pen et Bernard Tapie au Conseil d'État. Il était l'heure de partir pour mon rendez-vous avec Nadia Zabri.
La dernière ligne de RER desservant la Zone autonome fonctionnait d'autant plus mal qu'on y avait affecté d'antiques Z 5300 en inox bonnes pour la ferraille qui tombaient régulièrement en panne. En jouant des coudes, je parvins à monter dans l'un des wagons laïques. Les autres étaient réservées aux résidents de la zone autonome. Le voyage se déroula sans incident majeur. À l'arrivée en gare de Saint-Denis, des CRS et des gendarmes armés jusqu'aux dents dirigeaient les voyageurs vers les postes de contrôle. J'avais bien entendu introduit un faux visa dans la puce de ma carte d'identité. Le flic républicain me laissa passer sans difficulté, mais le barbu qui lui succéda jeta sur moi un regard suspicieux.
- Objet du voyage?
- Commerce.
Cette réponse ne sembla pas le convaincre, mais il n'insista pas. À quelques pas, Nadia m'attendait. Son foulard noir noué sur la nuque laissait dépasser quelques mèches brunes ■■■

Marseille

CAPITALE DES CULTURES POPULAIRES ?

Capitale européenne de la culture, Marseille subit les effets pervers d'une logique qui utilise le champ culturel comme un espace de communication au profit de grands projets immobiliers qui profitent essentiellement aux financiers. Malgré cela, la capitale du soleil et des luttes résiste.

Comme tout événement public ou para public de grand ampleur, la programmation de Marseille 2013 pourra tout de même vous réserver quelques bonnes surprises. N'hésitez donc pas à y regarder de plus près. Le MuCem, musée national inauguré ce mois-ci, accueillera par exemple l'exposition « Bazar du genre ». L'exposition du photographe « JR » sur les murs du quartier de la Belle de Mai, réalisée notamment avec des écoliers, aura au moins le mérite de vous faire visiter cet ancien village devenu l'un des quartiers les plus pauvres d'Europe, même si elle fait partie des « quartiers créatifs » essentiellement destinée à promouvoir la politique de gentrification de la mairie.

Résistance !

Si Marseille 2013 aura eu pour principal effet de faire baisser les subventions, les associations résistent. N'hésitez donc pas à soutenir les « petits lieux » qui se sont constitués en collectifs (le bar le Molotov, fortement lié au mouvement antifasciste, le Point de Bascule, le café culturel La

Merveilleuse, la librairie Transit et bien d'autres, voir l'ébauche de carte participative du site Marsactu¹ et à vous renseigner sur les dates des célèbres fêtes de quartier marseillaises. La dernière association touchée par cette coupe de subventions est « Cinémémoire », qui archive l'histoire filmée de la ville et de l'immigration post-coloniale (signez leur pétition²). Enfin, en septembre, ne manquez pas le festival Paroles de Galères, autofinancé et auto-organisé, populaire et militant. Cette année, le festival a rejoint les associations du Grand Saint-Barthélémy, dans les quartiers Nord, qui se sont récemment retirés des projets de Marseille 2013. Le festival aura pour thème les 30 ans de la Marche pour l'égalité. Chants berbères, scènes rap, baleti, débats, projections... Les 6, 7 et 8 septembre mériteront le détour ! (www.parolesdegalere.net).
Kevin Vay
1 - <http://www.marsactu.fr/societe/marseille-capitale-et-desert-musical-30082.html>
2 - <http://www.marsactu.fr/culture-2013/cinememoire-effacee-31482.html>

Avignon

LES INTERMITTENTS EN LUTTE

L'art c'est quoi? Albert Camus l'aurait certainement défini ainsi: l'art, c'est le droit à l'espace à la fuite à l'illimité. C'est le droit à la question, le droit au doute libérateur, le droit d'en finir avec les certitudes. C'est l'urticaire du cerveau qui gratte et qui démange...

En Vaucluse et au niveau national, le NPA apporte tout son soutien aux luttes des intermittents du spectacle. Voici quelques dates à retenir pour les rendez-vous de luttes des intermittents du spectacle pendant les festivals « Off » et « In » en Avignon :
- Le 13 juillet à 11h30, manifestation unitaire rue de la République.
- Le 14 juillet de 13h à 16h30, AG au Village de Off. Les principales revendications sont :
- Annexe unique: artistes et techniciens
- Date anniversaire et 507h en 12 mois avec indemnisation sur 12 mois
- Plafonnement du cumul salaires et indemnités...
Pour tous et pour les intermittents en particulier, il est urgent de se remobiliser avant les négociations de la Convention Unedic en septembre prochain. « Le conflit social autour de la réforme du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle a été marqué par son intensité et par sa durée. La thèse défendue ici est que la maîtrise du temps constitue un des enjeux majeurs de ce conflit. L'affrontement sur le terrain économique de la régulation de l'emploi et de l'industrie culturelles est doublé de l'affrontement sur le temps. La question du temps ne se limite pas à la régulation du temps de travail, elle concerne la maîtrise du temps.

Une discontinuité n'est pas une interruption, encore moins un arrêt, elle est une continuation, une poursuite sur un mode imprévisible [...]. En rompant la continuité, une discontinuité introduit de la liberté dans le déroulement d'un phénomène. La lutte sur les retraites, comme la lutte pour l'intermittence, est une lutte pour conserver une maîtrise du temps vécu. C'est une bataille qui décidera si nous acceptons d'être de plus en plus contrôlés dans l'usage de nos heures dans l'entreprise, à Pôle emploi, à l'école, dans nos déplacements, dans la vie quotidienne. [...]» Extraits de *La maîtrise du temps comme enjeu de lutte* par Marie-Christine Bureau et Antonella Corsani.
Adeline Romero

Intermittents. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB




COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44
Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi: 14h - 20h,
mardi au samedi:
12h - 20h

Budget

CULTURE: ON NE SANCTUARISE PLUS !

Les premières nouvelles sur un budget 2014, qui comme le dit Ayrault, n'est pas de la « rigueur » mais de la « bonne gestion » (sic), sont bien sûr une baisse générale, y compris pour le déjà misérable budget de 2 milliards de la culture: moins 2,8% ! La culture devait être sanctuarisée par le candidat Hollande,

l'enseignement artistique enfin généralisé, et nous voilà déjà avec deux exercices successifs de baisse. Le budget culturel de l'état ne représente que 20% du budget culturel public, les collectivités locales assument les 80% restant, chacune en fonction d'impératifs partisans sans homogénéité, et avec des moyens toujours réduits par le

désengagement général de l'État. La ministre se félicite de sanctuariser la création liée à l'art vivant et aux arts plastiques, sa feinte innocence fait pitié. Si ça continue, la France finira par atteindre le niveau de la Californie: budget culture 40 millions d'euros pour 38 millions d'habitants...
Catherine Segala

 S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre
Tarif standard	<input type="checkbox"/>	28 €	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre
	<input type="checkbox"/>	22 €		<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT: _____ CODE GUICHET: _____

N° DE COMPTE: _____

CLÉ RIB: _____

ORGANISME CRÉANCIER: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur: 554755

Date: _____

Signature: _____

Titulaire du compte

Nom: _____ Prénom: _____ Adresse: _____ Code postal: _____ Ville: _____ Mail: _____

Établissement teneur du compte

Banque: _____ Adresse: _____ Code postal: _____ Ville: _____

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>	1 an
		<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	56 €
	Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>	1 an
		<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	44 €
	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>	1 an
		<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

	Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>	1 an
		<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	40 €
	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>	1 an
		<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

37%

C'est le pourcentage de policiers municipaux équipés en armes à feu en 2012. Selon le ministère de l'Intérieur, 7300 agents de police municipale étaient équipés en armes à feu en 2012, soit 37,62% des 19400 agents recensés en France. Et combien de moyens pour les services publics locaux ?

EAU À LILLE (59) Combat pour la régie publique

À Lille, le contrat de délégation de la gestion de l'eau à la Société des Eaux du Nord (SEN), filiale de la multinationale Suez, arrive à échéance en 2015. C'est le moment de se mobiliser !

Tracts, pétition, réunions publiques, rassemblements, distributions de bouteilles d'eau estampillées « Régie publique »... Depuis 2011, le NPA est partie prenante avec une trentaine d'associations, syndicats et partis politiques du « collectif pour une régie publique de l'eau et la gratuité des premiers mètres cubes ».

Les requins en eaux troubles

Pour conserver ce marché juteux, la SEN, elle aussi en campagne, s'appuie notamment sur des syndicats maison pour développer chez les salariés la peur d'un changement de statut. Bien aidée en cela par la communauté urbaine de Lille (LMCU) présidée par Martine Aubry, dont l'adjoint chargé du dossier déclarait dans la presse dès septembre : « il vaut mieux une bonne gestion privée qu'une mauvaise régie publique »... Pourtant, ces trente années de gestion privée ont été marquées notamment par l'affaire des provisions inemployées : pas moins de 115 millions d'euros ont été inscrits dans les comptes de Suez sous l'appellation « provisions sur renouvellement » sans que les travaux ne soient effectués !

Le 21 juin, la LMCU (majorité PS, PCF, Verts et Modem) a décidé de préparer une nouvelle délégation au privé de la distribution de l'eau, même si Martine Aubry affirme que « la possibilité d'une régie publique de distribution d'eau reste à l'étude ». La décision définitive sera prise fin 2014 soit après les élections municipales... Seuls les élus du PCF et deux divers gauche ont voté contre cette délibération.

Plus de 200 personnes se sont rassemblées ce même jour pour exiger une régie publique de production et de distribution. D'autres initiatives sont déjà en préparation. Et la question sera évidemment au cœur de la campagne des municipales, où Verts et PCF devront assumer d'être à la fois dans le collectif pour une régie publique et dans une majorité communautaire qui délègue au privé...

Correspondants



Encore loin de l'égalité femmes-hommes

Le mercredi 3 juillet, la ministre des Droits des femmes a présenté au conseil des ministres un projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette liste de mesures va dans le sens des revendications féministes, mais elles sont beaucoup trop faibles pour avoir un véritable impact.

Le projet de loi veut réformer le congé parental, pour inciter les pères à en prendre davantage, car 96 % des 540 000 bénéficiaires sont des femmes. Ainsi, les parents d'un seul enfant, qui ont aujourd'hui droit à six mois de congé, pourront prendre six mois de plus à condition que ce soit le second parent qui en bénéficie. À partir de deux enfants, la durée du congé restera de trois ans à condition que six mois soient pris par le second parent. Les salaires des hommes étant supérieurs à ceux des femmes, il semble improbable que les couples renoncent à cette source de revenus. Cette réforme va permettre au gouvernement de faire des économies sur les congés parentaux et rendre plus difficile la garde des jeunes enfants : qui va s'occuper d'eux pendant les 6 mois restants avant l'entrée en maternelle ? Les places en crèche, malgré les 100 000 supplémentaires annoncées sont insuffisantes. Un dispositif d'accès prioritaire sera créé, mais ne résoudra pas le problème.

Un manque d'ampleur

Autre mesure, l'expérimentation par une dizaine de départements pendant trois ans d'une garantie contre les impayés de pensions alimentaires. Le texte prévoit leur recouvrement par la CAF, qui pourra effectuer des saisies sur les prestations familiales. On peut s'interroger sur la nécessité de cette « expérimentation » : n'est-elle pas seulement faite dans un souci d'économie ? En ce qui concerne les entreprises, celles qui seront condamnées pour discrimination ou non-respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle ne pourront pas soumissionner aux marchés publics. La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) s'est empressée de réagir : « cela pénalisera les PME qui recrutent avant tout des compétences et n'ont pas les moyens des grands groupes pour satisfaire à toutes les obligations nouvelles ». D'ici le début du débat parlementaire sur la loi, prévu le 10 septembre prochain, la CGPME aura sûrement le temps de faire du



Le NPA le 8 mars 2013. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

lobbying pour le retrait de ce point. Ce projet de loi annonce aussi que l'ordonnance de protection pour les femmes victimes de violences sera prolongée de 4 à 6 mois. Elle est censée être prise « dans les meilleurs délais », cela reste flou et insuffisant. On remarque que les mesures restent cantonnées aux violences conjugales : rien n'est fait pour les victimes de

viol, de la prostitution, ou encore des mutilations. De plus, cette loi oublie complètement de traiter l'égalité salariale ou encore l'éducation de l'égalité homme-femme à l'école. Si les mesures vont plutôt dans le bon sens, on ne peut que constater leur manque d'ampleur ainsi que celui bien sûr des moyens financiers. Magali Villeneuve

FRALIB (13) 1 000 jours de lutte

Site de Fralib à Géménos, vendredi 28 juin. À l'initiative de la CGT du site, avec un fort engagement de la Fédération de l'Agro CGT, de l'Union départementale, de l'Union locale d'Aubagne et la présence de la confédération avec le responsable de l'industrie Mohamed Oussedik, une rencontre festive a réunie 500 personnes.

De nombreuses délégations d'entreprises étaient présentes, dont les plus visibles : Pilpa, Arkema, Arcelor Florange, Air France, Sanofi, Ford, Virgin, CGT chômeurs... de nombreux syndicalistes du coin (Sucre St Louis, Dockers, des membres d'UL, retraités...) et de la branche agroalimentaire. Après la visite de l'usine que les salariés souhaitent faire repartir dans le cadre d'une Scop, place au meeting et aux débats. Dénonciation de la répression patronale fournissent le socle commun des préoccupations de ces militantEs confrontés à des licenciements et fermetures de site. Intervention combative d'Olivier Leberquier de Fralib pour qui « le capitalisme a fait son temps », appelant à la coordination des luttes et défendant le projet de Scop contre Unilever, et exigeant de Montebourg et Hollande qu'ils tiennent leurs promesses. Mais

peu d'engagements de la part de Mohamed Oussedik qui rappelle dans une longue intervention la volonté de la CGT de mobiliser sur les salaires, l'emploi, et les retraites.

Pour une initiative nationale

Après la paëlla, les interventions de représentants de Arcelor Florange, Ford, Sanofi, Kem One reviennent sur la nécessité de la coordination des luttes, d'une initiative nationale contre les licenciements et les fermetures de sites, la nécessaire liaison avec la bataille sur les retraites. La déclaration finale adoptée par tous les présents et l'appel des Sanofi à une rencontre à Sistéron le 5 septembre sont des pas dans ces directions. Et toutEs chantent une Internationale chaleureuse pour conclure. De telles initiatives renforcent les liens entre les équipes engagées dans des batailles difficiles, brisent l'espace d'une journée l'isolement ressenti par toutes et tous. C'est aussi ce qui donne l'énergie de continuer, comme l'on fait les Fralib le week-end dernier en bloquant la plateforme logistique de Fauverney près de Dijon où transitent les produits de plusieurs usines Unilever en Europe.

Correspondants



TOUT!
est à nous

hebdomadaire du
Nouveau parti
anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire :
0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société
de presse, d'audiovisuel et de
communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros
(durée 60 ans)
Gérant et directeur
de publication : Ross Harrold
Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz
Maquette :
Ambre Bragard, Goulven Schaal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28 mail :
rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT